

# Vers l'émergence d'une relation pragmatique entre l'Inde et la Chine <sup>(1)</sup>

JEAN-FRANÇOIS HUCHET

Cet article analyse la portée du réchauffement diplomatique entre la Chine et l'Inde intervenu depuis le début des années 1990. Malgré l'existence de multiples opportunités de coopération, et sans vouloir réduire l'importance des avancées considérables qui ont été effectuées ces dernières années par les deux gouvernements pour normaliser leurs relations, cet article montre que les rapports entre les deux géants asiatiques demeurent encore entravés par toute une série de rivalités géostratégiques et économiques. Malgré un développement rapide des échanges commerciaux et de quelques coopérations ponctuelles sur le plan économique, la normalisation des relations entre New Delhi et Pékin n'est donc pas pour l'instant synonyme de l'émergence d'un véritable partenariat stratégique.

« *In public, India and China expressed undying friendship, but on the ground each was working to protect its strategic interests* <sup>(2)</sup> ».

Après trois décennies de « glaciation » suite à la guerre entre les deux pays en novembre 1962, l'Inde et la Chine ont renoué depuis le début des années 1990 de nombreux échanges sur le plan diplomatique et commercial <sup>(3)</sup>. Près de 32 années s'étaient écoulées entre la dernière visite officielle en Inde du Premier ministre chinois Zhou Enlai en 1956 <sup>(4)</sup> et celle du Premier ministre indien Rajiv Gandhi en Chine en 1988. Depuis le début des années 2000, les relations diplomatiques entre les deux pays se sont fortement intensifiées avec des visites officielles des chefs d'État ou des ministres indiens et chinois qui se succèdent désormais plusieurs fois par an <sup>(5)</sup>. En avril 2005, lors de la visite officielle en Inde du Premier ministre chinois, Wen Jiabao, les deux pays ont signé un accord intitulé « partenariat stratégique pour la paix et la prospérité ». En 2006, les deux pays ont célébré « l'année de l'amitié », et 2007 a de nouveau été déclarée « année de l'amitié par le tourisme ». Ces visites officielles ont également donné lieu à des avancées diplomatiques à forte charge symbolique comme la réouverture le 4 juillet 2006 du col frontalier de Nathu entre la province du Sikkim et celle du Tibet après 44 années de fermeture. Sur le plan commercial, les deux pays ont également brisé la glace puisque le commerce bilatéral qui était quasiment inexistant avant 1991 (à peine 260 millions de

dollars américains) devrait atteindre en 2008 près de 38 milliards de dollars <sup>(6)</sup>.

Le contraste est effectivement saisissant lorsque l'on observe la période de tension et de glaciation qui a caractérisé les relations sino-indiennes depuis la fin des années 1950 et cette accélération tous azimuts des contacts officiels à partir du début des années 2000. S'il est encore trop tôt pour mesurer la portée réelle de ce réchauffement diplomatique, il apparaît tout de même intéressant, étant donné le poids grandissant des deux géants asiatiques sur l'échiquier mondial, de s'interroger sur la nature et l'évolution de cette relation bilatérale sur le plan des relations internationales et du

1. Une version modifiée de cet article sera publiée dans Jean-Luc Racine (éd.), *L'Inde et l'Asie*, Paris, Editions du CNRS, à paraître en 2009
2. Description des relations indo-chinoises au début des années 1950, voir Ramachandra Guha, *India after Gandhi, The History of the World's Largest Democracy*, Londres, Picador India, 2007, p.172.
3. Le 1er mai 1970, lors de la fête du travail, Mao interpella le chargé d'affaires indien, Brajesh Mishra, pour lui demander : « combien de temps allons-nous encore nous chamailler comme cela ? Devenons amis de nouveau ». Cette petite phrase de Mao allait permettre progressivement un début de détente dans les relations bilatérales, qui prendra néanmoins plus de six ans pour se concrétiser réellement avec l'échange d'ambassadeurs en 1976, in Dipankar Banerjee, « Perceptions of China from India », *Revista Portuguesa de Estudos Asiaticos*, 2e semestre 2006, n° 10, p. 19-34.
4. Le Premier ministre chinois reviendra à New Delhi en avril 1960 uniquement pour mener une mission de négociations en tête à tête avec le Premier ministre J. Nehru au sujet de la question frontalière.
5. La dernière en date étant celle du Premier ministre M. Singh en janvier 2008 qui suivait celle du Président Hu Jintao en novembre 2006.
6. Drew Thomson, « Singh's Visit: Views from Beijing », *China Brief*, vol. VIII, n° 4, 14 février 2008, p. 8-10.

commerce mondial. Les deux géants asiatiques ont-ils réellement enterré leurs rivalités et leurs méfiances réciproques suite au conflit militaire de 1962 ? Assiste-t-on à un retour à l'entente fraternelle du début des années 1950 symbolisée par le slogan « "Hindi-Chini Bhai-Bhai" » cher à Nehru ? Plus généralement, ce réchauffement diplomatique et commercial pourrait-il déboucher sur un partenariat stratégique entre les deux pays, à l'instar de ce qui a pu se passer entre les États-Unis et le Royaume-Uni, ou entre l'Allemagne et la France après la Deuxième Guerre mondiale, favorisant l'émergence d'une force motrice de l'intégration régionale asiatique et un axe structurant majeur des relations internationales ? Sur le plan économique par exemple, une des facettes de l'analyse (incarnée dans l'expression) « Chindia<sup>(8)</sup> » insiste sur le caractère complémentaire des deux économies : « l'usine du monde » (la Chine) et « le bureau du monde » (l'Inde) pourraient intensifier leur coopération technologique et construire un partenariat stratégique porteur de bouleversements importants sur la scène économique régionale et mondiale.

Nous voudrions montrer dans cet article qu'il convient de se méfier des emballements médiatiques ainsi que des apparences trompeuses liées à la similitude des tailles démographiques ou à celle du rythme rapide de la croissance économique dans les deux pays. Malgré l'existence de multiples opportunités de coopération, et sans vouloir réduire la portée des avancées considérables qui ont été effectuées ces dernières années par les deux gouvernements pour normaliser leurs relations, nous pensons que le pragmatisme restera de mise de part et d'autre de l'Himalaya. Nous montrerons dans une première partie que l'héritage historique des relations bilatérales dominées par la méfiance et les conflits est loin d'être soldé et qu'un certain nombre de problèmes qui ont conduit les deux pays à un choc frontal militaire restent encore bien présents malgré un contexte géopolitique régional et mondial renouvelé. Dans une deuxième partie consacrée aux aspects économiques, nous montrerons que le potentiel de coopération stratégique se limite à quelques dossiers alors que les rivalités économiques entre les deux pays sont beaucoup plus importantes sans beaucoup d'espoirs de les voir diminuer en intensité et en nombre dans les années à venir.

## Méfiances et rivalités géostratégiques dans la relation bilatérale

La guerre déclenchée par la Chine le 20 octobre 1962 en pleine crise « des missiles de Cuba » entre les États-Unis et l'URSS ne dura que 30 jours, mais elle continue, près d'un

deuxième demi siècle après, de hanter la relation entre Pékin et New Delhi. Au-delà du conflit territorial sur la reconnaissance de la ligne de démarcation McMahon<sup>(9)</sup> et des responsabilités de part et d'autre de l'Himalaya dans le déclenchement de la guerre<sup>(10)</sup>, il existait dans les années 1950 entre les deux pays des tensions géopolitiques plus générales qui, dans un contexte régional et international renouvelé, demeurent encore aujourd'hui largement présentes. Par ailleurs, l'alliance entre le Pakistan et la Chine et le soutien apporté par l'Inde au Dalai Lama continuent de peser lourdement sur les relations entre les deux pays.

## Choc de deux nationalismes et rivalités pour le leadership asiatique

Revenons dans un premier temps sur les tensions géopolitiques qui existaient dans les années 1950 entre New Delhi et Pékin. La rivalité – qui n'a jamais été exprimée officiellement – entre l'Inde et la Chine pour prendre la tête du mouvement des pays en voie de développement désireux de maintenir une certaine indépendance vis-à-vis des États-Unis et de l'URSS, a joué un rôle important dans la détérioration des relations entre New Delhi et Pékin. Dès 1927, bien avant l'indépendance de l'Inde, Nehru, dans un discours devant le « All – India Congress », indiquait le rôle leader de l'Inde et de la Chine dans la lutte contre l'impérialisme et pour le non-alignement<sup>(11)</sup>. Après l'indépendance, le neutralisme et la coexistence pacifique comme chacun sait, devinrent le pivot central de la politique extérieure de l'Inde. Le caractère démocratique du système politique indien et l'aura de Nehru sur la scène internationale permirent à l'Inde de se placer comme le leader naturel du mouvement des non-alignés, provoquant jalousies et irritations à Pékin parmi les dirigeants communistes. Plusieurs analyses ont évoqué dans les causes du déclenchement de la guerre par

7. Slogan lancé au moment de la visite officielle du Premier ministre Chinois Zhou Enlai en Inde en 1956 pour signifier le caractère fraternel des relations entre la Chine et l'Inde.
8. Expression qui s'est forgée depuis le début des années 2000, voir par exemple Jairam Ramesh, *Making sense of Chindia : reflections on China and India*, New Delhi, India Research Press, 2005.
9. Ligne de démarcation issue des accords de Simla signés en 1914 avec le Tibet sans l'accord de la Chine par le secrétaire britannique aux affaires indiennes, Henry McMahon.
10. Voir l'ouvrage de Neville Maxwell, *India's China War*, Pantheon Books, 1970, 475 p, sur la responsabilité de Delhi dans le conflit, ou voir également John W. Garver, *Why did China go to war with India in 1962?* <http://www.people.fas.harvard.edu/~johnston/garver.pdf>, ou bien James Barnard Calvin, *The China - India Border War (1962)*, Marine Corps Command and Staff College, avril 1984, <http://www.globalsecurity.org/military/library/report/1984/CJB.htm>.
11. M. J. Akbar, *Nehru: the Making of India*, New Delhi, Lotus Rodi, 2002, p. 535 sq.



Deux soldats, l'un chinois l'autre indien montent la garde au col de Nathu au poste frontière entre l'Inde et la Chine. La réouverture de ce poste frontière (situé à 4500 mètres d'altitude) en 2006 après 44 années de fermeture suite à la guerre de 1962 a suscité de nombreux espoirs en matière d'échanges commerciaux entre les deux pays. Deux ans plus tard, l'optimisme a laissé place au pessimisme compte tenu de la faiblesse des échanges enregistrés, en raison notamment des lourdes procédures bureaucratiques de dédouanement, et de la faiblesse des infrastructures routières de l'Inde dans l'Etat du Sikkim.

© AFP

la Chine, la volonté de Pékin de « donner une leçon » à Nehru et de limiter les ambitions de l'Inde dans la construction d'un leadership auprès des pays non-alignés, notamment en Asie. La question du leadership auprès des pays non-alignés dans l'Asie nouvellement décolonisée opposait déjà donc bien les deux pays dans les années 1950. La Chine communiste n'était pas encore reconnue à l'Organisation des nations unies (ONU) et la situation économique intérieure de l'Inde et de la Chine ne permettait à aucun d'entre eux de projeter en Asie une politique d'influence. Cela permettait à l'Inde de Nehru d'assumer un rôle en Asie que la Chine, prisonnière de son système politique, était bien incapable de jouer. La guerre déclenchée par la Chine va sciemment briser les ambitions de Nehru pour son pays en matière de politique étrangère. En forçant l'Inde à demander une aide militaire aux États-Unis face à la progression des troupes chinoises qui menaçaient les plaines de l'Assam<sup>(12)</sup>, les limites de la politique indienne de non-alignement prônée par Nehru sont révélées au grand jour. L'aide militaire amé-

ricaine lui est d'ailleurs accordée le 20 novembre 1962 à la fin du conflit, non sans critiques de la part d'une partie de la classe politique américaine qui reprochait à Nehru son manque de gratitude à l'égard de l'aide alimentaire et son refus de s'aligner sur la position américaine contre le communisme<sup>(13)</sup>. Le conflit révèle également au monde les faiblesses militaires et tactiques indiennes face à la détermination et la solidité chinoise. Nehru et son ministre de la Défense V. K. Krishna Menon, vont être directement dans la ligne de mire des critiques de la classe politique indienne qui leur reproche de ne pas avoir suffisamment mesuré la

12. Constatant l'impossibilité à la fois diplomatique et militaire de s'enfoncer trop loin dans l'intérieur de l'Inde, malgré un effondrement de l'armée indienne, Mao Zedong et Zhou Enlai donnèrent l'ordre aux troupes chinoises d'arrêter leur progression et de se retirer de certaines zones conquises durant le mois de conflit, voir Neville Maxwell, *op.cit.* ; voir également les mémoires de John K. Galbraith, qui était ambassadeur des États-Unis en Inde au moment du conflit en 1962, Richard Parker, *John Kenneth Galbraith. His life, his politics, his economics*, New York, Farrar, Straus, Giroux, 2005, 820 p.

13. Voir notamment les attaques du sénateur américain Richard B. Russel, Président de la Commission pour les forces armées au Sénat, in Ramachandra Guha, *India after Gandhi, The History of the World's Largest Democracy*, *op. cit.*, p. 340 sq.

menace chinoise. Nehru ressort considérablement affaibli tant sur le plan extérieur que domestique de ce conflit auquel il n'avait jamais cru, malgré la multiplication des agressions chinoises et les avertissements des services de renseignement indiens<sup>(14)</sup>.

Ce manque de clairvoyance à l'égard de la révolution communiste chinoise tranche avec la vision de l'autre grand dirigeant indien Vallabhbhai Patel. Dans une lettre envoyée à Nehru le 4 juin 1949, soit avant la création de la République populaire de Chine (RPC) et l'annexion du Tibet en 1951, Patel insistait sur la nécessité de :

*renforcer nos positions au Sikkim et au Tibet. Plus les communistes [chinois] seront tenus à distance, mieux cela vaudra [pour l'Inde]. Lorsque les communistes auront renforcé leur pouvoir en Chine, ils chercheront à détruire l'existence autonome du Tibet.*

Dans une autre lettre envoyée à Nehru en novembre 1950, il écrit :

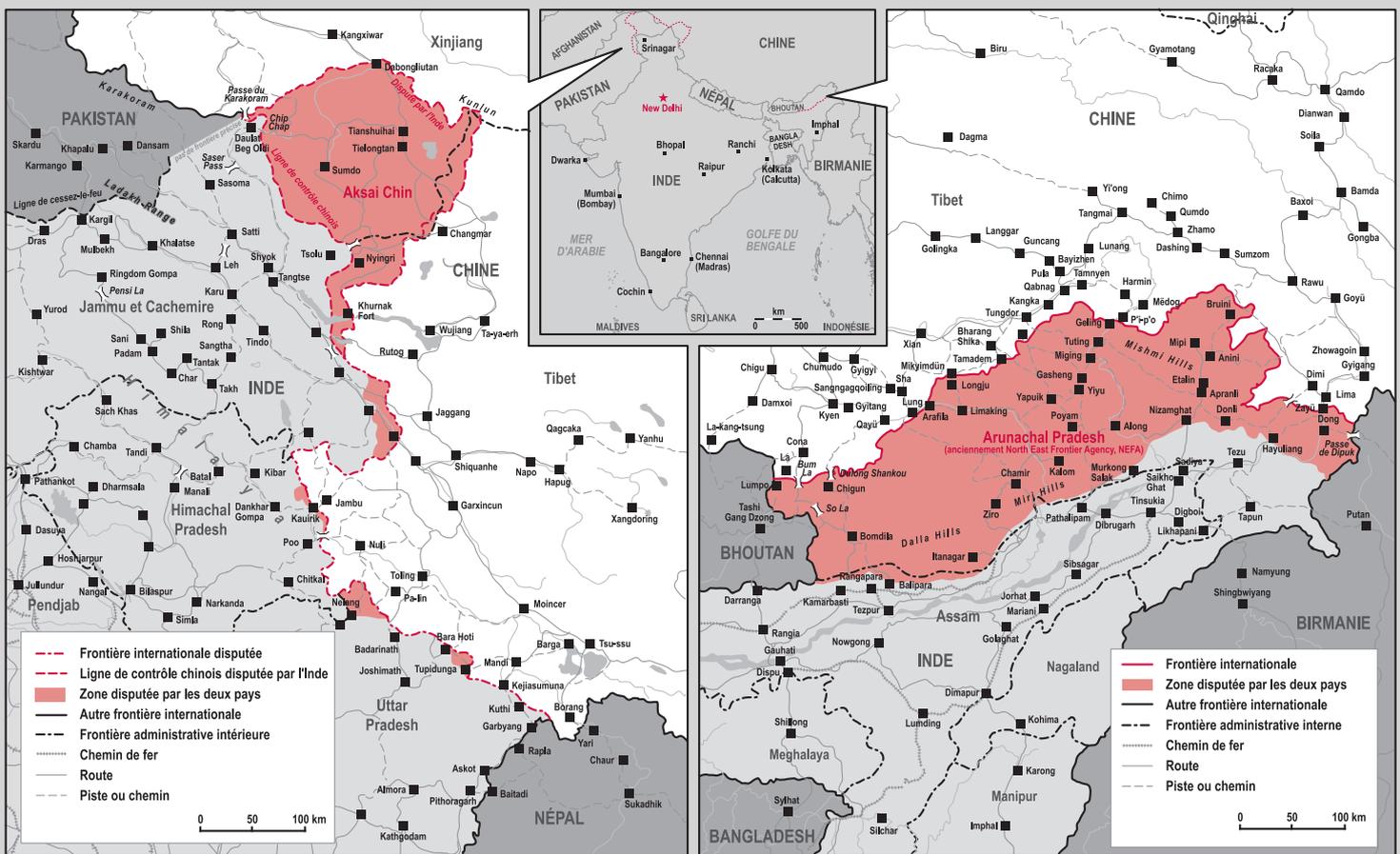
*le gouvernement chinois cherche à nous tromper en proférant des intentions pacifiques [...] leur action finale sera perfide ; [...] la tragédie réside dans le fait que les Tibétains ont placé leur confiance dans nos mains [...] et nous avons été incapables de les tirer des mailles de la diplomatie chinoise et de la surveillance [des communistes] ; [...] la Chine n'est plus divisée. Elle est unie et forte [...], les ambitions chinoises ne couvrent plus seulement le versant indien de l'Himalaya, mais également une partie importante de l'Assam [...] le danger venant du nord devient à la fois communiste et impérialiste<sup>(15)</sup>.*

V. Patel qui meurt en 1950 n'aura pas la possibilité de vérifier le caractère prophétique de ses écrits. Mais sa vision plus pragmatique que celle de Nehru en matière de politique étrangère, sa méfiance à l'égard de la Chine communiste (qui était partagée par une partie importante de l'administration indienne contre la « naïveté » de Nehru), vont néanmoins s'imposer dans la politique extérieure indienne au lendemain du conflit. La « trahison chinoise », l'humiliation militaire indienne, et son impact sur la fin de la vie politique de Nehru qui meurt quelque mois après en mai 1964<sup>(16)</sup>, laisseront beaucoup de traces dans la mémoire collective indienne. Tout cela aurait vraisemblablement été oublié si les deux pays à l'image de la France et de l'Allemagne au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, avaient activement

recherché à former un axe diplomatique solide en Asie en revenant à l'idée prônée par Nehru au début des années 1950. Rien de tel n'est survenu. Malgré les grandes déclarations à l'occasion des récentes visites d'État la plupart des raisons qui ont conduit les deux géants asiatiques à la confrontation militaire sont toujours présentes malgré l'évolution du contexte géopolitique mondial et régional.

Le conflit frontalier<sup>(17)</sup> continue toujours d'empoisonner les relations bilatérales. De nombreuses escarmouches auront lieu après le cessez-le-feu de 1962. À deux reprises, en 1967 (au Sikkim) et en 1984 (dans la vallée de Sumdorong Chu dans l'État de l'Arunachal Pradesh) les deux armées vont s'affronter. En 1987, le ton montera une nouvelle fois entre les deux capitales faisant craindre l'imminence d'un nouveau conflit. Ce n'est qu'à partir de 1993, que New Delhi et Pékin signeront un accord bilatéral de « tranquillité et de paix » le long de la ligne de contrôle. Malgré l'établissement d'un groupe de travail en novembre 2006 entre les deux pays pour la résolution du conflit frontalier aucun résultat concret n'est ressorti jusqu'à présent des négociations. Plusieurs incidents récents de part et d'autre de la ligne de contrôle indiquent que le règlement du conflit frontalier est loin d'être résolu. Les dirigeants indiens de l'État de l'Arunachal Pradesh ont manifesté à plusieurs reprises auprès de New Delhi leurs

14. La récente biographie de M. J. Akbar sur Jawaharlal Nehru montre très clairement son attitude ambivalente à l'égard de la Chine. Il apparaît à la fois inquiet de l'accumulation des tensions diplomatiques et militaires dans l'Himalaya avec la Chine à partir du milieu des années 1950, mais également persuadé que la Chine en tant que pays en voie de développement, soucieuse de son indépendance diplomatique, non alignée, ayant souffert du colonialisme ne se livrera pas à une agression militaire contre l'Inde. Beaucoup d'analyses ont attribué au ministre de la Défense de l'époque, V. K. Krishna Menon, une part de responsabilité importante dans la défaite indienne. Mais c'est *in fine* la position de Nehru, qui refuse jusqu'au bout de croire à une attaque militaire chinoise, qui est en grande partie responsable de l'absence de préparation des troupes indiennes. Lorsque la réunion de conciliation de la dernière chance avec Zhou Enlai échoue en novembre 1960, il déjà trop tard pour l'armée indienne qui est très mal préparée dans une région difficile d'accès sur le plan logistique. Les militaires indiens avertissent Nehru près de 18 mois avant le début du conflit de la supériorité logistique et militaire écrasante de la Chine, fruit de décisions stratégiques chinoises depuis le milieu des années 1950 avec la construction de routes et l'acheminement de moyens militaires importants dans la région frontalière, in M. J. Akbar, *Nehru: the Making of India*, op.cit., p. 533 sq.
15. B. Krishna, *Sardar Vallabhbhai Patel, India's Iron Man*, New Delhi, Rupa, 2005, p. 523 sq.
16. Voir le discours prononcé par Nehru devant le Parlement le 8 novembre 1962, où il dénonce la trahison chinoise en des termes violents et qui sont autant de signes de reconnaissance de sa part d'une erreur majeure d'appréciation dans sa politique étrangère à l'égard de la Chine (Nehru cumulait également le poste de ministre des Affaires étrangères), in Ramachandra Guha, *India after Gandhi, The History of the World's Largest Democracy*, op. cit., p. 334. John Kenneth Galbraith, l'ambassadeur des États-Unis en Inde au moment de la guerre et ami de Nehru, indique dans ses mémoires l'état de choc physique et mental du Premier ministre indien au lendemain du cessez-le-feu en novembre 1962, Richard Parker, *John Kenneth Galbraith. His life, his politics, his economics*, op. cit., p. 400 sq.
17. À noter que les sources chinoises sur le conflit territorial et de la guerre de 1962 entre l'Inde et la Chine sont très rares. La Chine n'a jamais révélé par exemple le nombre de morts parmi ses troupes durant le conflit.



Zone frontalière faisant l'objet d'un conflit entre la Chine et l'Inde suite à la guerre de 1962  
© CEFC

craintes face au renforcement des moyens militaires chinois depuis 2005. Les autorités indiennes se sont officiellement plaintes de plusieurs centaines d'incursions des troupes chinoises au-delà de la ligne de contrôle depuis 2006<sup>(18)</sup>. Près de 65 incursions de l'armée chinoise ont été enregistrées depuis le début de l'année 2008 dans la région du Sikkim qui semblait ne plus faire contestation de la part de Pékin après une reconnaissance implicite de la souveraineté indienne sur cette région après le voyage en Chine du Premier ministre indien Atal Bihari Vajpayee en juin 2003. Les nouvelles revendications chinoises sur le Sikkim pourraient être un moyen de pression supplémentaire dans les négociations avec l'Inde pour obtenir gain de cause sur une autre région contestée, celle de Tawang dans l'Arunachal Pradesh. Outre ses ressources minières importantes et sa situation stratégique sur la vallée du Brahmaputra, Tawang est un haut lieu de la religion tibétaine. Le temple de Galden Namgye Lhatse, lieu de naissance du sixième Dalai Lama, est le deuxième plus grand monastère du Tibet (historique) après le Potala à Lhasa. Le fait d'échapper au contrôle de la Chine en fait une base arrière importante pour le gouvernement tibétain en exil. On comprend de ce fait pourquoi les dirigeants communistes souhaiteraient récupérer ce territoire (voir ci-dessous la question tibétaine).

Côté indien, juste après sa visite officielle à Pékin en janvier 2008, le Premier ministre indien Manmohan Singh, a effectué une visite dans l'Arunachal Pradesh. Première visite dans ce territoire d'un Premier ministre indien depuis dix ans, il souhaitait rassurer les dirigeants locaux et démontrer aux nationalistes indiens qu'il ne lâcherait rien du territoire indien dans les négociations menées avec Pékin sur la résolution du conflit frontalier. Il a également promis au moment de sa visite de débloquer près de deux milliards de dollars pour réaliser des travaux d'infrastructures dans la région frontalière, proche de la ligne de contrôle, provoquant immédiatement des protestations de la part de Pékin<sup>(19)</sup>. L'Inde vient également, le 31 mai 2008, de rouvrir l'aéroport de Daulat Beg Oldi au Ladakh après 43 ans de fermeture. Situé à plus de 4 000 mètres d'altitude près de la ligne de contrôle sino-indienne dans le plateau d'Aksai Chin et très proche de la route du Karakoram qui relie le Pakistan à la Chine, cet aéroport devrait permettre un renforcement important des moyens logistiques militaires indiens dans cette zone stratégique. Pékin a aussitôt réagi en indiquant son mécontente-

18. Près de 140 intrusions de l'armée chinoise au-delà de la ligne de contrôle ont été dénoncées en 2007 par le gouvernement indien, *Times of India*, 6 avril 2008.  
19. Drew Thomson, « Singh's Visit: Views from Beijing », *art.cit.*

ment. La réouverture de l'aéroport de Daulat Beg Oldi est analysée en Inde comme une réponse aux multiples incursions chinoises au-delà de la ligne de contrôle depuis 2005 qui étaient restées sans réactions concrètes de New Delhi et comme une volonté de renforcement de la présence militaire indienne dans toute cette région stratégique<sup>(20)</sup>.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que la question frontalière est devenue une sorte de baromètre des rapports bilatéraux. Malgré le réchauffement des relations diplomatiques, New Delhi et Pékin continuent encore aujourd'hui de souffler le chaud et le froid sur le règlement du conflit frontalier en fonction de l'évolution des questions bilatérales les plus importantes. Le rapprochement entre les États-Unis et l'Inde, notamment sur la question du nucléaire civil (voir ci-dessous), a par exemple provoqué du côté chinois une série de déclarations et de réactions au sujet du conflit frontalier. La plus spectaculaire - même si elle ne faisait que répéter le contenu de la position chinoise - a été celle de l'ambassadeur de Chine en Inde de l'époque, Sun Yuxi, peu de temps avant le voyage officiel du Président de la République chinoise, qui a déclaré en novembre 2006 lors d'une interview télévisée que tout le territoire de l'Arunachal Pradesh appartenait à la Chine, provoquant comme on peut l'imaginer, un tollé dans l'opinion indienne<sup>(21)</sup>. Si le conflit frontalier sino-indien est, côté chinois, plus une affaire de sécurité géostratégique dont l'opinion publique ne semble pas s'être emparée - à la différence de ce qui touche au Japon ou à Taiwan -, on mesure par contre du côté indien la charge nationaliste et émotionnelle qui l'entoure, héritage direct de l'humiliation subit en 1962. À moins d'un geste fort de la part du côté chinois, les marges de liberté du côté indien sur la négociation resteront limitées.

Sur le plan de la rivalité pour le leadership asiatique, la roue a largement tourné en faveur de Pékin sur le plan économique et diplomatique. La Chine dispose d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, et forte de son développement économique, elle s'est engagée depuis le milieu des années 1990 dans une diplomatie très active avec les pays asiatiques. Comme l'indique dans un récent article Tarique Niazi, la Chine a mis en place *via* l'ASEAN, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), l'Association sud asiatique pour la coopération régionale<sup>(22)</sup> et enfin *via* une politique bilatérale très active avec les voisins de l'Inde (Népal, Bangladesh, Birmanie et bien sûr le Pakistan), une politique de contrôle de la sphère d'influence indienne en Asie<sup>(23)</sup>. La Chine a également développé sa coopération militaire maritime avec plusieurs pays asiatiques pour bâtir « un collier de perles » (nom utilisé dans la pres-

se chinoise) tout autour de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie du Sud en établissant une série de bases militaires permanentes pour sécuriser ses approvisionnements énergétiques<sup>(24)</sup>. Certaines de ces bases comme celles de Chittagong au Bangladesh, de l'île Coco en Birmanie, de Habantota au Sri Lanka, de Marao aux Maldives, ou de Gwadar au Pakistan, sont directement dans la « zone d'influence » maritime indienne.

Face à toutes ces actions lancées par la Chine, l'Inde a tenté de répliquer en obtenant un statut de « partenaire de dialogue » dans le cadre de l'ASEAN et un siège d'observateur au sein de l'OCS, et en impulsant quelques initiatives régionales comme le « Mekong Ganga Cooperation<sup>(25)</sup> » en novembre 2000. Malgré ce sursaut indien, Pékin domine très nettement le jeu diplomatique du contrôle des sphères d'influence. L'Inde n'a pas pour autant renoncé à son rôle de leader en Asie. Près d'un demi siècle après la mort de Nehru, dans une Asie transformée sur le plan économique et politique, l'Inde continue à tort ou à raison de croire que son poids démographique, ses valeurs démocratiques, et depuis quelques années, son dynamisme économique, peuvent lui permettre de jouer un rôle de premier plan sur l'échiquier asiatique. Cette ambition n'échappe pas aux dirigeants chinois. Cette rivalité entre Pékin et Delhi sur le leadership asiatique alimente une méfiance réciproque, comparable à ce qui a pu exister dans l'Europe dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle entre la France et l'Allemagne, avec pour l'instant, un net avantage pour Pékin.

Le dernier dossier emblématique de cette rivalité géostratégique entre les deux pays réside dans la volonté de l'Inde de disposer d'un siège permanent au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. Pékin souffle le chaud et le froid dans son soutien à la candidature indienne sans jamais avoir officiellement annoncé une ligne claire sur ce dossier. Le dernier épisode date du 30 mai 2008. Lors du sommet des BRIC (Brésil, Russie, Inde Chine) qui s'est tenu à Yekaterinburg en Russie la Chine a refusé de signer le communiqué final proposé par les Russes dans lequel aurait figuré un soutien officiel de la Chine à la candidature indienne au Conseil de

20. Sudha Ramachandran, « India takes the high ground against China », *Asia Times*, édition Internet, 14 juin 2008, [http://www.atimes.com/atimes/South\\_Asia/JF14Df02.html](http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/JF14Df02.html).

21. Voir l'analyse des répercussions politiques en Inde de cette déclaration, *The Hindu*, 24 novembre 2006.

22. Dans laquelle elle a réussi à obtenir un siège d'observateur.

23. Tarique Niazi, « Sino-Indian Rivalry for Pan-Asian Leadership », *China Brief*, vol. 6, n° 4, 15 février 2006.

24. Olivier Zajec, « La Chine affirme ses ambitions navales », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2008, n° 654, p.18-19.

sécurité de l'ONU. Les interprétations de ce refus divergent pour savoir si on a assisté à un changement de position de la Chine sur ce dossier, ou à la poursuite de la politique de contrôle par la Chine de la sphère d'influence indienne. Il ressort néanmoins que la gestion de ce dossier (capital pour l'Inde) montre que l'on est encore loin d'une coopération stratégique entre les deux pays.

### Les craintes de l'encerclement et « ménage à trois » avec les États-Unis

Parmi les tensions géopolitiques existantes entre les deux pays durant les années 1950, la crainte chinoise d'un encerclement issu d'une alliance stratégique militaire de l'Inde avec les États-Unis et l'Union Soviétique a joué un rôle capital dans la dégradation des relations bilatérales. Nehru avait réussi le tour de force dans les années 1950 de maintenir une relation étroite avec les deux ennemis de la guerre froide (même s'il entretenait des relations difficiles avec John Foster Dulles, le secrétaire d'État américain, fervent anti-communiste et initiateur du pacte signé entre le Pakistan et les États-Unis en février 1954<sup>(26)</sup>). En 1959, Khrouchchev critique ouvertement la Chine sur sa politique étrangère à l'égard de Taiwan, du Tibet et de la frontière sino-indienne. En juillet 1960, il décide de rapatrier les milliers d'experts soviétiques travaillant sur le sol chinois. Cette rupture avec l'Union Soviétique place la Chine dans une situation d'isolement total. La double alliance que l'Inde est en passe de réaliser avec les États-Unis et l'Union Soviétique inquiète les dirigeants chinois qui craignent d'être totalement encerclés et de devoir se protéger d'un nouveau front hostile le long de l'Himalaya, en plus de ceux existants le long de la frontière avec l'Union Soviétique, de la Corée, de Taiwan et du Japon. La Chine s'inquiète également de l'agitation anti-chinoise sur le territoire tibétain. Le départ du Dalai Lama de Lhassa en mars 1959 et l'accueil que lui réserve le gouvernement indien renforcent les craintes de la Chine d'une possible déstabilisation militaire du Tibet.

En déclarant la guerre à l'Inde le 10 octobre 1962, l'objectif de la Chine était bien de neutraliser avec un minimum de moyens les dangers pesant sur l'immense frontière sud-ouest de son territoire afin de conserver suffisamment de moyens militaires pour faire face aux autres menaces provenant des États-Unis (avec Taïwan) et de l'Union Soviétique. Quant les États-Unis s'engagent finalement le 20 novembre 1962 à soutenir militairement l'Inde<sup>(27)</sup>, la Chine consciente depuis quelques jours déjà qu'elle a atteint ses objectifs et qu'elle ne peut soutenir une invasion plus ample du territoire indien,

déclare un cessez-le-feu unilatéral<sup>(28)</sup> et se retire d'une bonne partie des territoires conquis pendant le mois de guerre. Mais la mission de sécurisation militaire de ses frontières au sud-ouest de son territoire a bien été accomplie. L'alliance sino-pakistanaise qui sera renforcée à partir de 1963 permettra à Pékin de compléter cette sécurisation des frontières du sud-ouest.

La mort de Nehru en 1964, l'évolution de la politique intérieure vers un socialisme populiste à l'indienne et le rapprochement avec l'Union Soviétique menés par sa fille, Indira Gandhi, vont progressivement éloigner l'Inde et les États-Unis. Cependant, l'intensification des relations entre l'Inde et l'Union Soviétique à partir du milieu des années 1960 va continuer de maintenir la Chine dans la crainte d'un encerclement. Seules les années 1980 et 1990 après l'effondrement du régime soviétique, qui seront pour l'Inde une période de relatif isolement sur le plan diplomatique, vont constituer un moment d'accalmie pour la Chine.

La visite officielle en Inde du Président américain Bill Clinton en 2000, 22 ans après celle de Jimmy Carter en 1978, ravive les craintes d'un encerclement pour les dirigeants de Pékin qui ont conscience que les États-Unis cherchent à contenir leur puissance économique émergente par des alliances avec le Japon, la Corée du Sud, les pays d'Asie Centrale et d'Asie du Sud-Est. Ces craintes vont se renforcer lors de la visite officielle du Premier ministre indien Manmohan Singh aux États-Unis en juillet 2005 durant laquelle sera rendu public une proposition d'accord entre les États-Unis et l'Inde au sujet du nucléaire. Cette proposition prévoit<sup>(29)</sup> un large accès accordé par l'Inde (qui n'est pas signataire du Traité de non prolifération nucléaire) à ses sites de production d'énergie atomique aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique<sup>(30)</sup> et la poursuite du moratoire sur les essais nucléaires ; en échange de quoi l'Inde bénéficierait d'un accès aux technologies nucléaires américaines, mettant fin à 34 ans d'embargo sur le commerce de produits nucléaires suite au premier essai

25. Qui réunit six pays, Cambodge, Laos, Vietnam, Birmanie, Thaïlande et l'Inde pour favoriser une coopération régionale sur les questions d'éducation, de tourisme, de transport et de culture.

26. Ramachandra Guha, *India after Gandhi, The History of the World's Largest Democracy*, op. cit., p. 159.

27. Face à la progression des troupes chinoises menaçant les plaines de l'Assam, Nehru se résignera à demander une aide militaire américaine qui suscitera beaucoup de controverses tant en Inde qu'aux États-Unis.

28. Le cessez-le-feu aurait été déclaré un jour avant l'annonce officielle de l'aide américaine, in James Barnard Calvin, *The China - India Border War (1962)*, op. cit.

29. La proposition a fait l'objet d'un accord entre les deux pays signé en août 2007.

30. L'accord prévoit de placer 14 des 22 réacteurs nucléaires indiens sous surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

nucléaire indien en 1974<sup>(31)</sup>. Plus généralement, cet accord permettrait à l'Inde de rentrer officiellement dans le cercle restreint des puissances nucléaires de la planète tout en étant en dehors du Traité de non prolifération. Pour entrer en vigueur cet accord avait néanmoins besoin d'être validé par le parlement indien, ensuite par l'Agence internationale de l'énergie atomique, puis par le Groupe des fournisseurs du nucléaire réunissant 45 pays, et enfin par le parlement américain.

La première étape a été franchie non sans difficultés, laissant au passage quelques traces sur la relation entre New Delhi et Washington. Après plus de neuf mois de retard sur le calendrier, le Parti du Congrès indien a arraché le 22 juillet 2008, après un vote épique<sup>(32)</sup>, le feu vert du Parlement grâce au soutien de quelques petits partis, de députés indépendants et à l'abstention de quelques députés de l'opposition, et ce malgré la défection des partis de gauche alliés au Parlement qui soutiennent le gouvernement de coalition (principalement le Parti communiste indien). Ce retard a provoqué en retour une montée des critiques aux États-Unis sur l'incapacité de l'Inde à tenir ses engagements et sur le refus de sa classe politique de se rapprocher réellement des États-Unis. Néanmoins, plusieurs observateurs ont insisté sur le fait que les difficultés rencontrées dans le processus d'approbation de l'accord sur le nucléaire par le parlement indien auront permis de tempérer l'enthousiasme de 2005 et d'envisager les relations bilatérales de manière plus réaliste et pragmatique<sup>(33)</sup>. Plus généralement et au-delà de l'issue de l'accord sur le nucléaire, ces dernières années ont été marquées par une rupture idéologique profonde aux États-Unis comme en Inde sur la question des relations bilatérales. Les États-Unis ont décidé de prendre au sérieux les rôles politique, militaire, et économique joués par l'Inde en Asie et de l'intégrer dans leur plan d'action stratégique pour la sécurité en Asie<sup>(34)</sup>. Du côté indien, le *Bharatiya Janata Party* (BJP) comme le Parti du Congrès ont chacun œuvré depuis le début des années 2000 lorsqu'ils ont été au pouvoir en faveur d'un rapprochement avec les États-Unis<sup>(35)</sup>. Cette évolution s'est traduite par une nette augmentation de la coopération entre les deux pays dans les domaines stratégique, militaire (exercices en commun dans l'océan Indien) et économique.

Si du côté chinois, on cherche à limiter les effets d'un encerclement stratégique et militaire, du côté de l'Inde, le rapprochement avec les États-Unis vise aussi directement à limiter l'influence chinoise sur la scène asiatique. Un commentateur de la politique étrangère indienne analysait dans ces termes le rapprochement entre l'Inde et les États-Unis : « plutôt que

les gestes conciliateurs des États-Unis, c'est le bâton manipulé par la Chine qui alimente la course actuelle de l'Inde vers un partenariat stratégique substantiel avec les États-Unis [...] le "coup de froid"<sup>(36)</sup> himalayen qui souffle sur les relations sino-indiennes provoque une "chaleur estivale" dans la relation de l'Inde avec l'autre super puissance, les États-Unis<sup>(37)</sup> ».

Cette évolution profonde et certainement durable des relations bilatérales entre l'Inde et les États-Unis n'a pas échappé à Pékin qui a d'abord violemment critiqué cet accord<sup>(38)</sup>, puis dans un deuxième temps, cherché à contrecarrer « l'offensive de charme » américaine en direction de l'Inde en lui faisant miroiter la possibilité d'une coopération approfondie sur le nucléaire civil<sup>(39)</sup>. L'annonce de cet accord en novembre 2006 n'a été suivie pour l'instant d'aucun fait significatif de la part de Pékin. Outre les nombreuses réticences internes provenant des militaires chinois, Pékin espérait peut-être voir l'accord repoussé par une motion de défiance votée au parlement indien. La Chine était aussi consciente que seul l'effet d'annonce d'une telle proposition allait alimenter le camp des « sceptiques » à Washington<sup>(40)</sup>. Depuis la signature de l'accord en 2005, de nombreuses voix se sont en effet élevées à Washington questionnant l'uti-

31. Voir pour le détail de l'accord Jayshree Bajoria, « The U.S.-India Nuclear Deal », *Council on Foreign Relations*, février 2008, [http://www.cfr.org/publication/9663/usindia\\_nuclear\\_deal.html?breadcrumb=%2Fbios%2Fbio%3Fgroupby%3D0%26hide%3D1%26id%3D13611%26page%3D3](http://www.cfr.org/publication/9663/usindia_nuclear_deal.html?breadcrumb=%2Fbios%2Fbio%3Fgroupby%3D0%26hide%3D1%26id%3D13611%26page%3D3)
32. Le Parti du Congrès qui avait besoin de toutes les voix pour contrer la défection de son allié gouvernemental du Parti communiste indien, a fait voter les députés malades, et a été accusé par le BJP lors des discussions avant le vote d'avoir corrompu des députés de l'opposition pour qu'ils s'abstiennent.
33. Amit Gupta, *The U.S.-India Relationship : Strategic Partnership or Complementary interests?*, Stategic Studies Institute, février 2005, 55 p.
34. R. Nicholas Burns, « America's Strategic Opportunity With India. The New U.S.-India Partnership », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2007.
35. Edward Luce, *In Spite of the Gods: The Strange Rise of Modern India*, Random House, New York, 400 p., voir chapitre 7, p. 261 à 299.
36. Suite aux déclarations en janvier 2007 de l'ambassadeur de Chine en Inde, Sun Yuxi, qui affirmait que tout le territoire de l'Arunachal Pradesh appartenait à la Chine.
37. M. D. Nalapat, « Himalayan chill over Sino-Indian Relations », *UPI Asia.com*, 30 juillet 2007, [http://www.upiasia.com/Politics/2007/07/30/commentary\\_himalayan\\_chill\\_over\\_sinoindian\\_relations/1008/](http://www.upiasia.com/Politics/2007/07/30/commentary_himalayan_chill_over_sinoindian_relations/1008/)
38. Voir pour les réactions officielles chinoises sur l'accord entre les États-Unis et l'Inde, Mohan Malik, « China responds to the U.S.-India Nuclear Deal », *China Brief*, vol. 6, n° 7, 29 mars 2006.
39. *Boston Globe*, 20 novembre 2006.
40. L'annonce d'un accord sur le nucléaire entre la Chine et l'Inde a provoqué une certaine irritation à Washington, apportant de l'eau au moulin dans le camp des « sceptiques » à l'égard de l'Inde. Parmi les nombreuses critiques, déjà énoncées aux États-Unis au lendemain de l'accord indo-américain sur le nucléaire, beaucoup ont insisté sur le fait que New Delhi ne changerait pas d'un iota sa politique de non-alignement. De ce fait, l'accord sur le nucléaire entre les États-Unis et l'Inde ne pourrait constituer pour Washington qu'un « levier » limité sur New Delhi qui pourrait obtenir des technologies similaires de la part de la Chine, in Jayshree Bajoria, « The U.S.-India Nuclear Deal », *Council on Foreign Relations*, février 2008.

lité pour les États-Unis de promouvoir un partenariat stratégique avec un pays qui ne souhaite pas modifier d'un iota sa politique de non-alignement et qui restera, comme durant les années Nehru – Indira Gandhi, insensible aux demandes stratégiques des États-Unis. Le vote du 22 juillet 2008 du parlement indien en faveur de l'accord semble avoir calmé les esprits à Washington et désamorcé la tactique du gouvernement chinois visant à déstabiliser le Parti du Congrès via le refus du Parti communiste indien de voter le texte. Les trois étapes suivantes ont été franchies sans trop de problèmes. L'Agence internationale de l'énergie atomique et le Groupe des (45) pays fournisseurs de nucléaire ont donné leur feu vert très rapidement après le vote au parlement indien et l'accord a été approuvé par le Congrès des États-Unis le 1<sup>er</sup> octobre 2008.

Pékin est donc désormais dans une position plus inconfortable pour contrer les répercussions stratégiques du rapprochement entre les États-Unis et l'Inde. Pékin pourrait tout de même se décider à coopérer réellement avec l'Inde afin de ne pas laisser les États-Unis se transformer en partenaire unique et privilégié de New Delhi sur la question du nucléaire. Engager une coopération nucléaire avec l'Inde permettrait aussi à la Chine de mettre New Delhi à l'épreuve sur la question du non-alignement. Se sachant « courtiser » par Washington et Pékin sur ce dossier, le gouvernement indien pourrait être en effet tenté de jouer la surenchère. Or, le maintien d'une équidistance entre Washington et Pékin et la poursuite d'une politique de non-alignement par New Delhi seront désormais un équilibre difficile à maintenir pour le gouvernement indien. Celui-ci va en effet devoir faire ses preuves et donner quelques gages d'exclusivité au gouvernement américain avant que le camp des « sceptiques » ne cesse de donner de la voix à Washington. Toute perception d'une surenchère de New Delhi par Washington pourrait se retourner contre l'Inde comme par le passé et la discréditer dans son rôle de nouveau partenaire stratégique en Asie.

Ce « ménage à trois », qui est sans aucun doute en train de structurer de manière durable et profonde les relations stratégiques sur la scène asiatique, devrait donc nous réserver encore quelques surprises. Pékin dispose de multiples autres atouts, via le Pakistan, son influence à l'ONU, sa relation privilégié avec l'ASEAN, son poids économique dans la région pour contrer l'influence de l'Inde dans la région. Mais le dossier du nucléaire indique très clairement, après une parenthèse de près de 30 ans, que les craintes de la Chine d'un encerclement via le réchauffement des relations entre l'Inde et les États-Unis vont redevenir un élément central de la relation bilatérale. Cette évolution ne sera pas sans ali-

menter méfiances et pragmatisme de part et d'autre de l'Himalaya.

### La question tibétaine

Lors du voyage du Premier ministre chinois Zhou Enlai en Inde à la fin de l'année 1956, le Dalaï Lama qui faisait partie de la délégation officielle chinoise, avait déjà pensé à demander l'asile politique aux autorités indiennes. Les relations entre les deux pays étaient alors au beau fixe. L'Inde avait reconnu officiellement dans un accord signé avec Pékin en avril 1954 l'appartenance du Tibet à la Chine. Nehru avait alors signifié au Dalaï Lama qu'il ne souhaitait pas s'immiscer dans les affaires sino-tibétaines par crainte de froisser le gouvernement chinois. Au moment où le Dalaï Lama franchit la frontière sino-indienne en mars 1959 pour se réfugier en Inde, les relations entre l'Inde et la Chine s'étaient déjà passablement dégradées. La construction par la Chine en 1957 de routes capables d'acheminer du matériel militaire le long de la frontière sino-indienne, la publication en 1958 de cartes géographiques par la Chine intégrant une partie du Ladakh dans le territoire chinois, des échanges de lettres entre Nehru et Zhou Enlai dans lesquelles ce dernier indique fin 1958 que la Chine ne reconnaît pas la ligne McMahon, et les premières escarmouches armées le long de la frontière, avaient déjà largement contribué à détériorer les relations entre les deux pays. Une révolte armée tibétaine menée par les Khampas fin 1958 dans l'est du Tibet, et sévèrement réprimée par l'armée chinoise, achève de convaincre le Dalaï Lama que sa situation devient de plus en plus précaire à Lhasa. Dans ce contexte plus conflictuel avec la Chine, le gouvernement indien accepte cette fois la demande d'asile politique du Dalaï Lama. Son arrivée en Inde à la fin mars 1959 va néanmoins contribuer à détériorer encore un peu plus les relations sino-indiennes. Dans un entretien accordé au journaliste américain Edgar Snow en octobre 1960, Zhou Enlai déclarait : « la question frontalière est réellement devenue un grave problème au moment où le Dalaï Lama s'est enfui, [...] l'Inde veut transformer le Tibet en "zone tampon" et refuse la transformation socialiste du territoire tibétain [...], la partie indienne utilise la question frontalière sino-indienne comme une carte contre les forces progressives domestiques et comme un capital pour obtenir une aide étrangère<sup>(41)</sup> ».

41. In *Look Magazine*, 18 octobre 1960, repris dans Edgar Snow, *The Other Side of the River: Red China Today*, New York, Random House, 1963, cité par Ramachandra Guha, *India after Gandhi, The History of the World's Largest Democracy*, op. cit., p. 319.

Près d'un demi-siècle après la fuite du Dalai Lama en Inde, la question tibétaine demeure un objet de contentieux entre les deux pays. Le *modus operandi* entre la Chine et l'Inde sur la question tibétaine reste très fragile. Bien que le Dalai Lama soit rappelé régulièrement à l'ordre par les autorités indiennes lorsqu'il se livre depuis Dharamsala à des activités politiques contre la Chine, il conserve une liberté d'action sur le territoire indien qui irrite régulièrement les autorités chinoises<sup>(42)</sup>. Le dernier soulèvement du mois de mars 2008 de la population tibétaine a encore mis à mal cet accord entre la Chine et l'Inde au sujet de la question tibétaine<sup>(43)</sup>. Malgré les arrestations des tibétains responsables des actions « anti-chinoises » sur le territoire indien<sup>(44)</sup>, le gouvernement indien a autorisé des manifestations dans plusieurs grandes villes indiennes et le ministère des Affaires étrangères indien est sorti de sa réserve pour appeler à des négociations impliquant le Dalai Lama et à une résolution non violente du conflit<sup>(45)</sup>. Il reste enfin un sujet de contentieux entre Pékin et New Delhi lié au Tibet et au différend frontalier entre les deux pays. Pékin réclame l'intégralité de l'Arunachal Pradesh arguant du fait que cet État était partie intégrante du Tibet avant la signature du traité de Mac Mahon en 1914. Le Tibet étant devenu chinois, le gouvernement chinois estime que ce territoire lui revient donc de droit. La Chine insiste sur le fait que le Tibet a signé ce traité sous la contrainte militaire britannique. Fruit du colonialisme, Pékin clame depuis la fin des années 1950 que ce traité est sans valeur, et que l'Inde qui a souffert de la domination britannique, ne devrait pas non plus le reconnaître. Au cours des derniers pourparlers sino-tibétains en juillet 2007, la question de l'Arunachal Pradesh a été pour la première fois à l'ordre du jour. La Chine s'est fermement opposée à la décision prise par le gouvernement tibétain en exil en décembre 2006 de reconnaître la souveraineté de l'Inde sur l'Arunachal Pradesh. Le gouvernement tibétain en exil aurait, selon Pékin, agi sous la pression des politiciens, de l'opinion publique et des médias indiens, accusation qui a été rapidement démentie à Dharamsala et à New Delhi. Cette question est devenue une difficulté supplémentaire dans le règlement du différend frontalier entre les deux pays.

## L'alliance sino-pakistanaise

Le Pakistan fut le premier pays musulman et le troisième pays non communiste à reconnaître la RPC en janvier 1950. Comme le fait remarquer Swaran Singh, contrairement à ce qui a souvent été avancé, les deux pays étaient déjà sur la voie d'un partenariat stratégique bien avant la guerre sino-

indienne de 1962 et l'accord d'assistance mutuelle en matière de défense signé entre le Pakistan et les États-Unis en 1954<sup>(46)</sup>. Dès 1960, alors que les États-Unis aident militairement le Pakistan et soutiennent les nationalistes chinois repliés sur Taiwan, le Pakistan soutiendra la RPC dans la rivalité qui l'oppose à Taiwan pour obtenir un siège permanent au sein du Conseil de sécurité à l'ONU. La guerre sino-indienne va bien sûr renforcer encore un peu plus la coopération entre le Pakistan et la Chine. Les deux pays signent un accord de règlement frontalier en 1963. La Chine interviendra également en faveur du Pakistan durant la guerre indo-pakistanaise en 1965 en posant un ultimatum à l'Inde, puis de nouveau en 1971 au moment de l'indépendance du Pakistan oriental en usant de son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour empêcher le Bangladesh nouvellement créé avec l'aide militaire de l'Inde d'accéder à l'ONU. Les deux pays vont également renforcer à partir du milieu des années 1960 leur coopération militaire, notamment sur le nucléaire. La Chine sera le principal appui extérieur du Pakistan, avec l'assentiment tacite des États-Unis et l'aide indirecte de pays européens comme l'Allemagne de l'Ouest, dans son programme nucléaire militaire après l'explosion de la première bombe atomique indienne en 1974<sup>(47)</sup>. L'aide militaire chinoise au Pakistan, bien que difficilement mesurable compte-tenu du secret qui l'entoure, serait, selon les sources occidentales, est une des plus complètes et des plus importantes que la RPC ait apportée à un pays étranger depuis 1949<sup>(48)</sup>. De son côté, le Pakistan usera de son influence tout au long des années 1960 auprès des États-Unis en faveur de la Chine communiste pour qu'elle remplace le gouvernement nationaliste chinois replié sur Taiwan à l'ONU en 1972. Le Pakistan jouera également un rôle important dans le rapprochement entre la Chine et les États-Unis en facilitant la visite secrète de

42. Lors de la visite de la dernière chance (avant la guerre) du Premier Ministre Zhou Enlai à New Delhi en avril 1960, le ministre indien des Finances, Morarji Desai (qui deviendra Premier ministre en 1977 à l'issue de l'état d'urgence) lui fit remarquer que « Lénine avait trouvé refuge en Angleterre et qu'il était difficile de restreindre ses activités politiques » in Ramachandra Guha, *India after Gandhi, The History of the World's Largest Democracy*, op. cit., p. 318.
43. Voir Robert Barnett, « Thunder from Tibet », *The New York Review of Books*, vol. 55, n° 9, 29 mai 2008.
44. « India Detains Tibet Protestors », *Time Magazine*, 14 mars 2008.
45. « India breaks silence, calls for talks on Tibet », *The Times Of India*, 16 mars 2008.
46. Swaran Singh (éd.), *China-Pakistan Strategic Cooperation*, New Delhi, Manohar & Centre de Sciences Humaines (CSH), 2007, 405 p.
47. Savita Pande, « Nuclear Proliferation Concerns » in Swaran Singh (éd.), *China-Pakistan Strategic Cooperation*, op. cit., p. 159-175.
48. Voir la partie II de l'ouvrage de Swaran Singh (éd.), *China-Pakistan Strategic Cooperation*, op. cit., p. 137-330.

Kissinger à Pékin en juillet 1971, puis celle de Nixon en février 1972.

Le réchauffement des relations diplomatiques entre l'Inde et la Chine au début des années 1990 ne va pas altérer cette relation. Aux volets militaire et stratégique, viendra s'ajouter le volet économique qui se développe rapidement depuis le début des années 1990. À noter en 2002, le développement du port en eau profonde de Gwadar situé à proximité du détroit d'Ormuz par lequel transite près de 20 % du commerce mondial de pétrole. La construction du port de Gwadar, qui est aujourd'hui pratiquement terminée, aura été financée à 80 % par le gouvernement chinois (pour un coût total de 250 millions dollars américains) et assurée principalement par la firme chinoise State-Owned China Harbour Engineering Co. (près 350 ingénieurs chinois étaient présents au moment de la construction<sup>(49)</sup>). En 2007, le gouvernement Pakistanais a remis les opérations de gestion portuaire au groupe PSA de Singapour pendant 25 ans, tout en conférant au site de Gwadar le statut de port franc d'impôt pendant 40 ans. Bien que les accords portant sur la gestion du port ne donnent aucune exclusivité à la marine chinoise pour utiliser le port de Gwadar, l'aide apportée au moment de la construction et la solidité de la coopération sino-pakistanaise devraient normalement permettre à la Chine de faire bon usage de ce site stratégique pour sécuriser ses approvisionnements énergétiques et renforcer sa présence militaire. Ce projet emblématique du renforcement de la coopération militaire maritime entre le Pakistan et la Chine comporte pour l'Inde, selon W. Lawrence S. Prabhakar, de sérieuses implications stratégiques et militaires. L'Inde devra faire face à une présence plus musclée de la marine chinoise dans cette région et au renforcement de l'effort chinois de contrôle de l'influence indienne dans l'océan Indien<sup>(50)</sup>.

De manière plus générale, bien que la relation sino-pakistanaise s'adapte progressivement au réchauffement diplomatique entre Pékin et New Delhi<sup>(51)</sup>, le Pakistan demeure une « pièce » hautement stratégique dans le « jeu » de la politique étrangère chinoise régionale. Un renversement d'alliance vers l'Inde, voire un rééquilibrage profond au profit de New Delhi paraît encore bien peu probable. Bien que Pékin s'en défende, le Pakistan demeure pour la Chine un élément perturbateur dans la volonté de montée en puissance de l'Inde sur l'échiquier régional : les liens entre services secrets Pakistanais et le terrorisme islamiste qui bloquent (entre autres problèmes) la résolution du conflit sur le Kashmir, la rivalité militaire avec l'Inde, les conflits interreligieux entre hindous et musulmans qui empoisonnent la vie politique indienne, la paralysie de l'Association sud-asiatique pour la

coopération régionale (South Asian Association for Regional Co-Operation) issue de la rivalité indo-pakistanaise, et l'accès donné à la Chine sur le détroit d'Ormuz, constituent autant de facteurs déstabilisateurs pour l'Inde et de contrôle de l'influence indienne sur la scène régionale. Via le Pakistan, la Chine dispose également d'une entrée privilégiée dans le monde musulman. Enfin, la rivalité indo-pakistanaise permet indirectement à la Chine de maintenir une présence militaire relativement limitée sur le front sud ouest de ses frontières. Malgré les évolutions dans les relations avec les États-Unis et la Russie, la Chine doit assurer sa sécurité sur 22 722 kilomètres de frontières terrestres (les plus longues du monde devant la Russie) réparties sur 14 pays (dont 4 057 kilomètres avec l'Inde, soit la troisième plus longue frontière terrestre de la Chine après la Mongolie et la Russie). Par ailleurs, la poursuite du différend sino-taiwanais et la présence militaire américaine au Japon et en Corée du Sud, font que la Chine ne peut se permettre de concentrer trop de moyens militaires dans une seule zone frontalière.

Pour toutes ces raisons, la relation sino-pakistanaise devrait donc continuer à prévaloir sur la relation sino-indienne. Du côté de New Delhi, même si de plus en plus de voix se font entendre pour adopter une attitude plus raisonnable et rationnelle à l'égard de relation sino-pakistanaise<sup>(52)</sup>, celle-ci continue d'être très largement perçue comme une alliance stratégique entourée par le secret d'État et forgée principalement contre l'Inde.

## Au-delà des complémentarités dans les relations économiques

### Une alliance de façade entre « l'usine du monde » et le « bureau du monde »

Parmi les analyses qui mettent en avant le potentiel de coopération économique stratégique entre les deux pays, l'alliance entre le « bureau du monde » (l'Inde) et « l'usine du

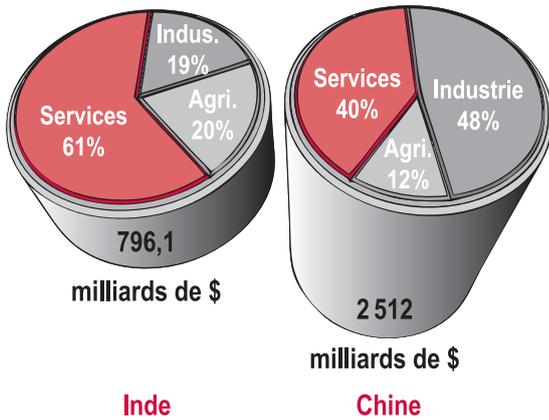
49. *Associated Press*, 13 mai 2007.

50. W. Lawrence S. Prabhakar, « The Maritime Convergence », in Swaran Singh, *China-Pakistan Strategic Cooperation*, op.cit., p. 231-247 ; voir également Olivier Zajec, « La Chine affirme ses ambitions navales », art. cit.

51. La Chine a par exemple réagit assez mollement aux essais nucléaires indiens de 1998. Plusieurs analyses ont également fait remarquer que même durant la période de glaciation entre l'Inde et la Chine, Pékin n'a jamais « tiré un coup de feu » pour défendre le Pakistan au moment de la guerre de 1965 ou de l'indépendance du Pakistan Oriental (Bangladesh) en 1971 contrairement à ce qu'attendaient plusieurs hauts dirigeants Pakistanais, voir Ramachandra Guha, *India after Gandhi, The History of the World's Largest Democracy*, op. cit., p. 458.

52. Voir introduction de Swaran Singh (éd.), *China-Pakistan Strategic Cooperation*, op. cit.

**Graphique 1. Comparaison des structures de PIB en Inde et en Chine (année 2005)**



monde » (la Chine) est certainement celle qui fait le plus fantasmer les esprits. Lors d'une visite dans la « Silicon Valley » indienne à Bangalore en avril 2005, le Premier ministre chinois Wen Jiabao allait même jusqu'à comparer « l'industrie de l'information à [un temple à] " deux pagodes ", une sur le hardware et l'autre sur le software ; [...] en combinant leurs forces [l'Inde et de la Chine] pourraient exercer un leadership dans cette industrie<sup>(53)</sup> ».

On peut néanmoins se demander en quoi cette spécialisation de l'Inde et de la Chine sur deux segments différents de l'industrie de l'information et de manière plus générale sur deux secteurs économiques (l'industrie manufacturière pour la Chine, et les services pour l'Inde, voir graphique n°1) induirait nécessairement une plus grande coopération entre les deux pays. Peu d'éléments jouent en effet actuellement en faveur d'une coopération industrielle approfondie entre la Chine et l'Inde au-delà de cette complémentarité de façade. Premièrement, une coopération signifierait que chacun des deux pays renoncerait durablement à développer sur son territoire le segment dans lequel il a le moins d'avantages, à la fois absolus et comparatifs (au sens donné par Ricardo). Or, aussi bien les politiques industrielles des deux gouvernements que les décisions des firmes dans chacun des pays indiquent justement le contraire. Depuis quelques années, et avec plus ou moins de réussite, les deux pays s'évertuent en effet à corriger leur trajectoire de développement économique qui a conduit en Inde à une atrophie de l'industrie et en Chine à un rythme de développement beaucoup moins rapide des services comparé à celui de l'industrie (voir graphique n° 1). Même en se bornant à la seule industrie de l'information, il apparaît clairement qu'aucun des deux pays

n'a (encore) renoncé à développer sur son territoire les segments industriels qui lui font actuellement défaut. Depuis le début des années 2000, conscient du retard accumulé dans les services, le gouvernement chinois (à tous les échelons de l'administration) multiplie les mesures en faveur du développement de l'industrie des services informatiques et des biotechnologies. Les Zones économiques spéciales du littoral comme Shenzhen, les Zones de développement technologique comme Zhongguancun (à Pékin) ou Pudong (à Shanghai) pour n'en citer que quelques-unes, réalisent de gros efforts en matière de formation, d'infrastructures de R&D, et de respect du droit de la propriété intellectuelle afin de favoriser le développement de ce type de services<sup>(54)</sup>. *Idem* pour l'Inde qui cherche à rattraper son retard dans le domaine industriel. Les entreprises indiennes réalisent de plus en plus d'incursions dans des domaines industriels où la Chine dispose d'un net avantage en termes de volume de production, d'exportation et de maîtrise des technologies de production de masse<sup>(55)</sup>. C'est le cas dans l'automobile, dans le textile (qui a moins souffert des exportations chinoises que ce que l'on anticipait au moment de la levée définitive des quotas sur les produits textiles en provenance des pays développés en 2005<sup>(56)</sup>), dans l'industrie lourde (chimie et sidérurgie), et plus récemment, dans la production de *hardware* dans l'industrie de l'information. Ces incursions se font pour l'instant à l'abri de politiques de protection de l'industrie domestique indienne et plutôt sur le marché domestique que sur les marchés à l'exportation. Lorsqu'elles conduisent à des exportations, notamment dans le textile, les producteurs indiens ont recherché des niches qui n'entrent pas en concurrence directe avec les exportations chinoises<sup>(57)</sup>. Plusieurs simulations montrent également qu'en cas de poursuite par le gouvernement indien d'une libéralisation ciblée du commerce extérieur (réduction des taxes à l'importation de produits intermédiaires pour les produits manufacturés destinés à l'exportation et diminution des coûts de transport), l'industrie indienne devrait commencer à

53. *Associated Press*, 10 avril 2005.

54. Voir Jon Sigurdson, *Regional Innovation System (RIS) in China*, document de travail, 2004 ou Ministère des Sciences et de la Technologie de la RPC et OCDE, *OECD Reviews of Innovation Policies, China*, Paris, OECD, 2007.

55. Pour une analyse des forces et faiblesses du commerce extérieur indien et chinois voir T.P. Bhat *et al.*, *India and China: Trade Complementarities and Competitiveness*, New Delhi, Bookwell, 2008.

56. La levée définitive des quotas issus de l'Arrangement multifibre décidé dans le cadre du GATT en 1973, puis de l'Accord sur le textile et les vêtements entré en vigueur dans le cadre de l'OMC en 1995, est intervenue au 1er janvier 2005.

57. V.N. Balasubramanyam et Wei Yingqi, « Textile and Clothing exports from India and China : a Comparative Analysis », *Journal of Chinese Economic and Business studies*, n° 1, 2005, p. 23-37.

engranger comme la Chine durant les années 1990, les bénéfiques d'une intégration dans la division internationale du travail en accueillant de plus en plus d'investissements directs étrangers et se positionner rapidement sur des industries manufacturières à fort contenu en main-d'œuvre. *A fortiori*, si l'Inde venait à réformer les lois sur le marché du travail (qui pour l'instant freine le transfert de main-d'œuvre peu qualifiée dans le secteur formel), la situation démographique de l'Inde, qui disposera jusqu'en 2050 d'une population active en croissance et plus jeune que la Chine, l'industrie manufacturière indienne pourrait se retrouver en concurrence de plus en plus directe avec l'industrie chinoise<sup>(58)</sup>. Sans même vouloir réaliser de projections à moyen et long terme, le gouvernement indien a montré en indiquant une fin de non recevoir à l'accord de libre échange proposé par la Chine qu'il ne renonçait en aucune manière à se positionner sur des secteurs industriels où la Chine excelle. Mis sur la table des négociations par la Chine en 2004, et repris par les dirigeants chinois à l'occasion de chaque voyage officiel en Inde, cet accord a été repoussé tant par le BJP que par le Congrès lorsqu'ils ont exercé le pouvoir<sup>(59)</sup>. La dimension protectionniste est certes évidente dans ce refus, avec notamment un lobbying très soutenu du patronat indien (Confederation of Indian Industry) contre cet accord, mais il indique aussi, à juste titre, que le gouvernement indien souhaite protéger son industrie des produits manufacturiers chinois afin de lui permettre de se développer en tirant parti de l'immense marché intérieur. L'Inde doit très certainement encore aménager plusieurs pans de son régime de commerce et d'investissement. Elle doit en effet trouver comme l'a fait la Chine, une meilleure adéquation entre sa volonté « développementiste » et une ouverture à la présence étrangère qui lui permette de s'insérer dans l'économie mondiale. Cependant, ces aménagements ne conduiront pas visiblement à faire l'impasse sur le développement industriel dans les secteurs manufacturiers dans lesquels la Chine disposent aujourd'hui d'un avantage comparatif. Une telle décision constituerait une aberration sur le plan politique compte-tenu de la situation démographique, de l'exode rural et du marché de l'emploi en l'Inde.

De manière plus générale, la Chine comme l'Inde disposent d'un immense marché domestique. À la différence des nations peu peuplées qui doivent se spécialiser, ce vaste marché domestique leur permet d'envisager, avec l'aide d'investissements directs étrangers, de développer sur leur territoire un éventail relativement complet d'industries et de services. Les avantages comparatifs et la compétitivité des secteurs industriels d'une nation ne sont pas figés dans le temps. Ils

se modifient et peuvent s'améliorer patiemment au fil des années derrière une protection douanière sélective et évolutive. Tout comme la France, l'Allemagne, et les États-Unis au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>(60)</sup>, ou le Japon, la Corée du Sud, ou Taiwan, la Chine a fait ce pari dans les années 1980 et 1990 avant de concéder une baisse importante de ses droits de douane à l'occasion de son accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. Elle continue d'ailleurs, au grand dam des pays industrialisés, d'imposer des barrières non tarifaires afin de promouvoir le plus grand éventail possible d'industries et de services sur son territoire. Une récente étude montre que pour l'Inde également, en l'espace de quelques années, plusieurs secteurs à majorité industrielle, ont connu une forte amélioration de leurs avantages comparatifs sur le plan international<sup>(61)</sup>. Dans ce contexte, s'il devait y avoir un jour une domination par la Chine et l'Inde de l'industrie manufacturière et des services, elle s'exercerait très certainement dans un contexte de concurrence entre les deux pays et non pas dans le cadre d'un partenariat fondé sur la complémentarité.

Deuxièmement, quand bien même les complémentarités actuelles sur le plan des activités économiques persisteraient (*idem* pour le commerce), elles ne déboucheraient pas forcément sur une coopération industrielle et technologique plus étroite entre les deux pays. L'exemple du Japon et de la Chine est assez probant à cet égard. Malgré une progression très rapide des échanges commerciaux - le Japon est le deuxième partenaire commercial de la Chine après l'Union européenne - et l'existence de complémentarités sur le plan des activités économiques, les deux pays n'ont pas pour autant développé un partenariat stratégique sur le plan technologique et industriel. Ce type de partenariat fait d'ailleurs plutôt exception dans les relations économiques internationales contemporaines. La coopération technologique et industrielle dans l'Union européenne a été précédée et accompagnée d'un processus d'intégration politique unique dans l'histoire économique contemporaine. On peut aussi citer le large accès donné aux entreprises japonaises, puis coréennes et taïwanaises aux technologies américaines après

58. Betina Dimaraman *et al.*, *China, India, and the Future of the World economy: Fierce Competition or Shared Growth?*, World Bank, Policy Research Working Paper n° 4304, août 2007, 25 p.

59. Voir parmi les dernières déclarations officielles indiquant ce refus, *The Hindu*, 22 avril 2008 ou *Business Standard*, 09 février 2008.

60. Jeffrey Frieden, *Global Capitalism – Its Fall and Rise in the Twentieth Century*, New York, W. W. Norton & Company, 556 p.

61. Batra Amita et Zeba Khan, *Revealed Comparative Advantage: An Analysis for India and China*, ICRIER, Working paper, n° 168, août 2005, New Delhi.

la Deuxième Guerre mondiale. Cette coopération était cependant en grande partie motivée par des considérations géopolitiques liées à la défense des intérêts américains et du développement d'un « front capitaliste » dans le contexte de la guerre froide<sup>(62)</sup>. Ces pays étaient aussi dans l'orbite de contrôle militaire américaine issue de la Deuxième Guerre mondiale, ce qui a facilité ce type de coopération jusque dans les années 1970. Mais aussitôt la guerre froide terminée, les États-Unis ont réclamé un accès plus important pour leurs produits sur les marchés intérieurs de ces pays, le démantèlement de pratiques non concurrentielles (sur la distribution et les liens entre les groupes industriels et les banques pour les *Keireitsu* japonais et les *Chaebols* coréens) et contrôlé beaucoup plus strictement, voire restreint, les transferts de technologie à destination des firmes de ces pays<sup>(63)</sup>.

Les relations entre la Chine et l'Inde ne rentrent pas dans ces cas de figure d'intégration politique ou de domination et de protection militaire. Il y a donc de fortes chances pour que les complémentarités actuelles sur le plan des structures économiques ne débouchent pas sur une coopération technologique et industrielle étroite, mais plutôt sur une progression « conventionnelle » des échanges commerciaux et des investissements directs croisés, ce qui en soi représente une amélioration importante par rapport à la période précédente.

Il faut donc interpréter la présence de firmes chinoises comme Huawei à Bangalore ou de Tata Consulting à Pudong<sup>(64)</sup> avec prudence et sobriété. La Chine est devenu un marché incontournable sur le plan mondial. Le développement des besoins en services informatiques tant pour les firmes chinoises que pour les multinationales étrangères présentes en Chine est tel qu'il serait presque suicidaire pour les firmes indiennes leaders dans ce domaine de ne pas accroître leur présence en Chine et de laisser le champ libre à la concurrence chinoise. *A fortiori*, bon nombre de multinationales étrangères, clientes de longue date des firmes indiennes, ont développé une présence importante en Chine qui requiert un accompagnement par les firmes indiennes dans le cadre de relations de sous-traitance traditionnelles.

*Idem* pour le cas de l'Inde. Les entreprises chinoises sont entrées depuis le début des années 2000 dans un processus de multinationalisation rapide. Elles ont un impératif comme leurs homologues indiennes (occidentales ou japonaises) de renforcer et de diversifier leurs acquisitions de compétences technologiques sous peine de perdre pied dans la concurrence mondiale, mais aussi sur leur marché domestique qui est plus ouvert depuis l'accession de la Chine à l'OMC. Les firmes vont donc se « sourcer » pour leur besoins technolo-

giques dans les grands centres de production technologiques mondiaux. Bangalore ou Hyderabad étant devenus deux de ces centres, il apparaît normal pour les firmes chinoises de s'y implanter et de rechercher des coopérations avec les firmes indiennes leaders dans certains segments des services informatiques. La *joint-venture* entre Wipro et Huawei qui a débuté en 2002 dans le domaine des routeurs dans les télécommunications ne se distingue en rien des multiples coopérations de type commercial qu'entretiennent les entreprises indiennes avec des firmes américaines, européennes ou japonaises présentes à Bangalore ou Hyderabad. Le fait qu'il s'agisse d'une *joint-venture* indo-chinoise mérite d'être souligné en tant que « première » après la longue période de glaciation des relations politiques et économiques entre New Delhi et Pékin. Mais cela n'est en rien le signe d'un développement d'un axe de coopération stratégique technologique et industriel étroit entre les deux pays comme certaines analyses le laissent entendre<sup>(65)</sup>.

### Complémentarités actuelles et concurrence future dans les relations commerciales

Comme le montre le graphique n°2, le commerce bilatéral qui était quasiment inexistant dans les années 1990 (260 millions de dollars américains en 1991) entre les deux pays progresse très rapidement depuis le début des années 2000. Les objectifs fixés par les deux gouvernements en 2005 d'atteindre 20 milliards de dollars d'échanges commerciaux en 2008, puis 30 milliards de dollars en 2010 ont été largement dépassés, puisque selon les dernières estimations, le commerce bilatéral a atteint en 2007 près de 39 milliards de dollars<sup>(66)</sup>.

Les travaux réalisés par M. S. Qureshi et G. Wan<sup>(67)</sup> sur la structure du commerce extérieur des deux pays indiquent que les complémentarités commerciales entre l'Inde et la

62. L'accès aux laboratoires Bell pour les firmes japonaises dans les années 1950 par exemple, voir Mark W. Fruin, *The Japanese Enterprise System - Competitive Strategies and Cooperative Structures*, Oxford, Clarendon Press, 1994, 397 p., ou Akio Morita, *Made in Japan - Akio Morita and Sony*, New York, Penguin Books, 1988, 343 p. ou Shigeto Tsuru, *Japan's Capitalism, Creative Defeat and Beyond*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, 277 p.

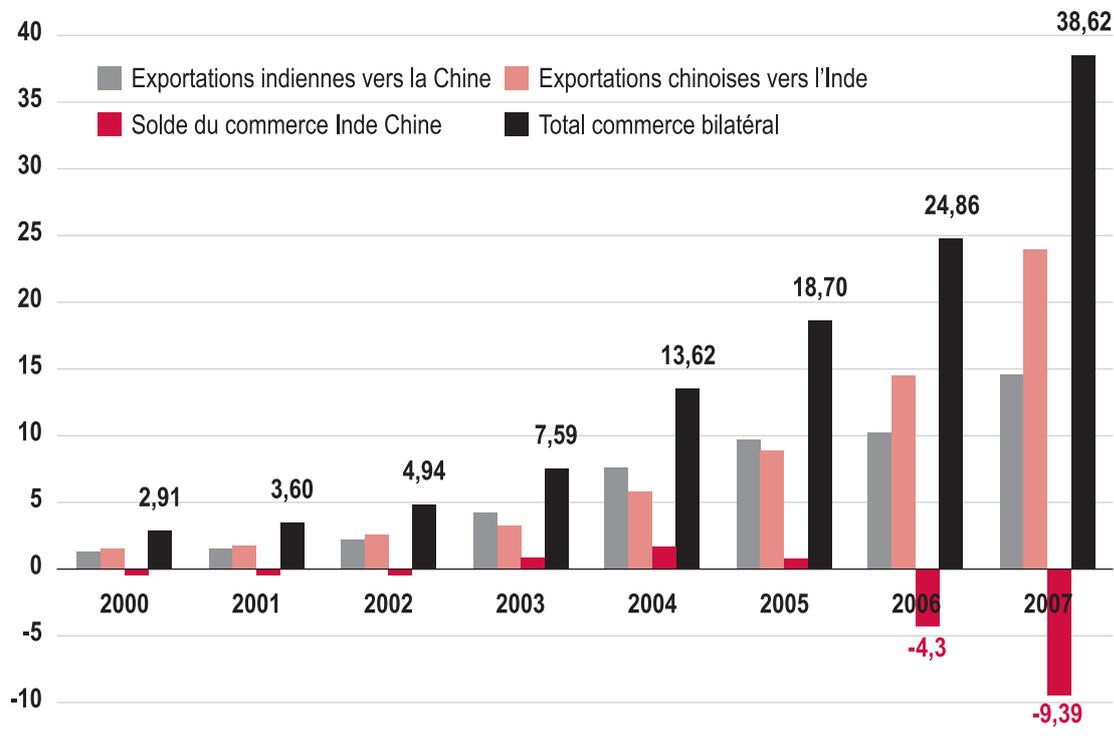
63. Takashi Inoguchi et Daniel I. Okimoto, *The Political Economy of Japan, Volume 2: The Changing International Context*, Stanford, Stanford University Press, 1988, 566 p.

64. Tata Consulting a ouvert sa première filiale en Chine en 2004 à Shanghai dans la Zone de développement technologique de Pudong.

65. Gillian Goh Hui Lynn, *China and India: Towards Greater Cooperation and Exchange*, document de travail, Lee Kuan Yew School of Public Policy, National University of Singapore, 2006, 32 p.

66. Drew Thomson, *Singh's Visit : Views from Beijing*, in *China Brief*, vol. 8, n° 4, 14 février, 2008, p. 8-10.

67. M. S. Qureshi et G. Wan, *Trade Expansion of China and India: Threat or Opportunity*, United Nations University, UNU-WIDER, Research Paper, n° 2008/08.

**Graphique 2. Evolution du commerce bilatéral Inde – Chine (en milliards de dollars)**

Source: United Nation Comtrade Database

Chine ont augmenté ces dernières années, expliquant la forte croissance des échanges bilatéraux. Pour résumer, l'Inde exporte principalement des matières premières vers la Chine et les produits manufacturés sont prédominants dans les exportations chinoises vers l'Inde. Les rapides croissances économiques de chacun des pays ainsi que des « réserves de complémentarités » dans les produits échangés, laissent aussi entrevoir selon ces auteurs, la possibilité d'une poursuite du rythme de croissance rapide des échanges bilatéraux dans les années à venir. L'Inde dispose par exemple d'un fort potentiel d'augmentation d'exportation vers la Chine dans les secteurs du cuir et de la chimie inorganique<sup>(68)</sup>. Inversement, la Chine dispose d'un fort potentiel de croissance de ses exportations vers l'Inde dans les secteurs des télécommunications et des ordinateurs. De la même manière, il existe aussi entre les deux pays un potentiel de croissance des échanges intrasectoriels dans la sidérurgie, la chimie organique et inorganique, ainsi que dans les machines<sup>(69)</sup>. A ce rythme, avec une croissance en rythme annuel proche de 50 % depuis 2000, le commerce bilatéral pourrait atteindre 60 milliards de dollars à la fin de la décennie et près de 100 milliards de dollars vers 2015<sup>(70)</sup>.

Il existe néanmoins plusieurs limites potentielles à cette expansion du commerce bilatéral dont certaines sont susceptibles de générer des conflits commerciaux entre les deux géants asiatiques. La première est liée à la nature des exportations indiennes vers la Chine qui sont essentiellement composées de matières premières agricoles et minières. Ces ressources naturelles ne sont pas illimitées, et l'Inde, compte tenu de ses besoins domestiques, pourraient être amenée à autolimiter l'exportation de certains produits en direction de la Chine. Un premier cas d'autolimitation d'exportations de ressources minières est intervenu en juillet 2008. Le gouvernement indien, au grand dam des importateurs chinois qui avaient fortement augmenté ces dernières années leurs importations en provenance de l'Inde, a imposé une taxe de 15 % à l'exportation du minerai de fer afin de préserver l'approvisionnement destiné aux sidérurgistes indiens. Il ne serait pas étonnant de voir se reproduire ce type de mesures protectionnistes du côté

68. T.P Bhat *et al.*, *India and China: Trade Complementarities and Competitiveness*, *op. cit.*

69. M. S. Qureshi et G. Wan, *Trade Expansion of China and India: Threat or Opportunity*, *op. cit.*

70. T.P Bhat, « India – China Free Trade area. Is it Feasible? », document de travail, ISID, New Delhi, 2008, p. 20.

indien compte-tenu des énormes demandes d'importations en ressources minières émanant de la Chine et de la demande croissante provenant des producteurs indiens.

La deuxième limite est liée au déséquilibre croissant des échanges en faveur de la Chine, porteur à terme de conflits commerciaux. Après avoir enregistré un solde des échanges équilibré, voire excédentaire entre 2003 et 2005, le déficit commercial de l'Inde vis-à-vis de la Chine se creuse rapidement depuis 2006. Il a atteint 9,39 milliards de dollars en 2007 (voir graphique n°2), soit 11 % du déficit commercial total de l'Inde<sup>(71)</sup>. Avec près de 9,4 % des importations totales de l'Inde fin 2007, la Chine devrait être, si la tendance des premiers mois de 2008 se prolonge, le premier partenaire commercial de l'Inde devant les États-Unis. L'inverse est encore très loin de se matérialiser. Malgré une progression rapide de ses exportations en direction de la Chine, l'Inde ne représente que 1,3 % du total des importations chinoises. Les simulations effectuées par les spécialistes du commerce extérieur sur la mise en place d'un accord de libre-échange entre l'Inde et la Chine, indiquent que la Chine ressortirait très largement gagnante. Une étude menée par l'Institute for Economic Research de Munich en 2007 indiquait qu'en cas de mise en place d'un accord de libre échange entre les deux pays avec une réduction de 100 % des tarifs douaniers, la Chine verrait ses exportations (avec comme base l'année 2004) augmentées de 131 % contre seulement 38 % pour l'Inde<sup>(72)</sup>. Cette simulation (effectuée sur un modèle statique sans modification des avantages comparatifs) indique, comme bon nombre d'autres études sectorielles, que sans une amélioration significative de la compétitivité des produits indiens, toute réduction des tarifs douaniers simultanée et proportionnelle décidée par Pékin et New Dehli conduirait à une augmentation beaucoup plus forte des exportations chinoises vers l'Inde comparativement aux exportations indiennes vers la Chine<sup>(73)</sup>. On comprend le lobbying intense mené par le patronat indien (Confederation of Indian Industry) en faveur d'un *statu quo* des tarifs douaniers et les fins de non recevoir du gouvernement indien opposées à plusieurs reprises depuis deux ans à la Chine concernant la mise en place d'un accord de libre échange. Si, dans le cadre d'un accord de libre échange, un creusement du déficit commercial de l'Inde à l'égard de la Chine venait à s'accroître, certains pans de l'industrie indienne pourraient être gravement concurrencés compte tenu de l'importance de produits manufacturés dans les exportations chinoises vers l'Inde. Au moment où l'Inde cherche à rattraper son retard dans l'industrie, la concurrence des produits chinois, qui constitue

déjà un problème dans certains secteurs au niveau actuel de protection douanière<sup>(74)</sup>, serait dommageable pour le décollage industriel indien dans le cas d'une mise en place d'un accord de libre échange. Il n'y a donc rien d'étonnant à voir New Delhi continuer à refuser, comme bon nombre d'autres pays, d'accorder le statut d'économie de marché à la Chine dans le cadre de l'OMC. Cela lui permet d'appliquer des mesures de protection de son marché intérieur lorsqu'elle estime que certains producteurs chinois font du « dumping » en bénéficiant d'avantages de coûts liés à l'héritage socialiste ou au non-respect de la législation (salaires, environnement). En d'autres termes, la progression rapide des échanges est un signe encourageant et positif du réchauffement des relations entre les deux pays. Elle indique aussi la fin d'une situation aberrante, qui a duré jusqu'au début des années 2000, marquée par un volume d'échanges commerciaux ridicule au regard des taux de croissance économique des deux pays, de leur proximité géographique et des complémentarités structurelles de leurs économies. Cependant, comme le montre l'exemple des relations sino-japonaises, le développement des échanges commerciaux n'est pas pour autant synonyme d'une coopération économique stratégique. La forte progression des échanges commerciaux est aussi potentiellement porteuse pour l'Inde de déséquilibres qui peuvent engendrer des différends commerciaux entre Pékin et New Delhi. L'Inde va très certainement continuer à protéger son industrie et ses ressources primaires vis-à-vis de la Chine, alors que cette dernière, qui est en position de force sur le plan commercial, devrait poursuivre avec de plus en plus d'insistance ses demandes d'ouverture du marché domestique indien. Tensions et conflits économiques entre les deux géants asiatiques ne sont donc pas à exclure parallèlement à l'essor de leur commerce bilatéral.

### Une quête parallèle et concurrentielle de nouvelles sources extérieures de matières premières

La signature d'un accord en janvier 2006 entre la Chine et l'Inde lors d'une visite à Pékin de Mani Shankar Aiyar, ministre (de l'époque) du Pétrole et du gaz naturel, a provo-

71. Les exportations de l'Inde en 2007 se montaient à 151 milliards de dollars contre 230 milliards de dollars d'importations, soit un déficit commercial de 79 milliards de dollars.

72. Swapan K. Bhattacharya et Biswa N. Bhattacharyay, *Gains and losses of India-China Trade Cooperation - A Gravity Model Impact Analysis*, Munich, CESifo, Working Paper n° 1970, avril 2007, p. 18.

73. *Ibid.* p. 22.

74. Les taxes douanières sur les produits importés se montaient à 28 % en moyenne.

qué toute une série d'analyses et de commentaires sur une alliance entre les deux géants asiatiques en matière d'énergie<sup>(75)</sup>. Cet accord prévoit dans le domaine du pétrole et du gaz une large coopération sur la prospection, le raffinage, la distribution, et la promotion d'énergies alternatives. Les deux pays souhaitent exprimer avant tout au travers de cet accord une volonté commune de ne pas se lancer dans une concurrence effrénée sur les quatre coins du globe pour faire face à leurs besoins croissants d'approvisionnements énergétiques extérieurs. Juste avant la signature de cet accord cadre, en novembre 2005, pour la première fois de leur histoire, une entreprise indienne ONGC (Oil & Natural Gas Corporation) et son homologue chinoise, la CNPC (China National Petroleum Corporation) s'étaient alliées pour racheter la part majoritaire que cédait Petro-Canada dans l'exploitation pétrolière syrienne de al-Furat<sup>(76)</sup>. La signature de l'accord de janvier 2006 a donné une véritable impulsion à la coopération sino-indienne dans le domaine de l'énergie. Plusieurs opérations communes de grande envergure entre les deux pays ont depuis été lancées au Soudan<sup>(77)</sup>, en Colombie<sup>(78)</sup> et plus récemment dans le matériel de production pour l'énergie électrique<sup>(79)</sup>.

L'idée de voir deux géants économiques, nouveaux entrants sur l'échiquier énergétique international, s'allier et bousculer les grandes compagnies américaines, européennes et japonaises sur leur terrain de chasse privilégié, notamment en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique Latine ou en Asie Centrale, a bien évidemment séduit plus d'un observateur. Néanmoins, à l'image des autres domaines de la coopération bilatérale, la portée stratégique des quelques coopérations annoncées entre l'Inde et la Chine dans le domaine de l'énergie semblent avoir été très largement exagérée.

Tout d'abord, on remarque en analysant les comportements des firmes indiennes et chinoises, que c'est plutôt la concurrence, parfois très rude, qui caractérise leurs rapports. Dans le domaine de l'énergie pétrolière par exemple, les entreprises indiennes ont perdu depuis 2004 une série d'appels d'offre, en Angola, au Kazakhstan, en Equateur et en Birmanie au profit d'entreprises chinoises avec lesquelles elles étaient en concurrence directe<sup>(80)</sup>. Plus rare jusqu'à présent, compte tenu de l'antériorité des opérations à l'étranger des firmes chinoises, ONGC Videsh Limited (OVL, filiale de ONGC pour ses opérations à l'étranger) vient de coiffer sur le poteau SINOPEC (China Petroleum & Chemical Corporation) en acquérant la totalité des actions de Imperial Energy, une entreprise anglaise détenant des parts dans des exploitations pétrolières en Russie et au Kazakhstan pour un montant de 2,6 milliards de dollars<sup>(81)</sup>. Mais comment pour-

rait-il en être autrement dans un contexte où l'approvisionnement extérieur en énergie est devenu, en l'espace de quelques années, pour ces deux géants, une des principales priorités nationales. L'Inde comme la Chine vont rester durant la première moitié de ce siècle encore très largement dépendantes du charbon, dont ils disposent en grande quantité sur leur territoire, comme source d'énergie primaire<sup>(82)</sup>. Mais, leur dépendance extérieure en matière de gaz et de pétrole devrait continuer à croître de manière vertigineuse si les deux pays maintiennent le rythme de croissance économique rapide qu'ils ont connu ces dernières années. L'Agence internationale de l'énergie prévoit que la dépendance extérieure de l'Inde en matière de pétrole passera de 73 % (en 2006) à 91,6 % d'ici à l'an 2020. Pour la Chine, longtemps autosuffisante (jusqu'au milieu des années 1990), la dépendance extérieure devrait être proche de 50 % en 2010 et atteindre 77 % en 2030<sup>(83)</sup>. L'indépendance nationale de ces deux pays est donc désormais en partie liée à l'accès à de nouveaux gisements étrangers. Or, cette demande croissante d'hydrocarbures émanant des deux géants asiatiques intervient durant une période de forte incertitude sur les réserves et les prix au niveau mondial. Derniers venus sur la scène pétrolière internationale, la Chine et l'Inde n'ont donc pas la partie facile pour se frayer un chemin parmi les grands groupes pétroliers mondiaux qui dominent l'industrie depuis plus d'un siècle avec une remarquable stabilité. Quoiqu'on en dise de leurs « réussites africaines », qui ont fait

75. Voir *Asia Times*, édition internet, 26 septembre 2006, [http://www.atimes.com/atimes/South\\_Asia/HI26Df01.html](http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/HI26Df01.html)

76. Gulshan Sachdeva, « India's Attitude towards China's Growing Influence in Central Asia », *China and Eurasia Forum Quarterly*, vol. 4, n° 3, 2006, p. 23-34.

77. Les deux pays collaborent dans l'exploitation, le transport et le raffinage du pétrole au Soudan. Après le retrait des firmes occidentales et japonaises en raison du conflit au Darfour, la Chine, la Malaisie et l'Inde, se partagent désormais l'activité pétrolière au Soudan.

78. CNPC et ONGC, via des filiales, ont investi 850 millions de dollars pour prendre 50 % de participation dans Omimex Colombia (filiale américaine de Omimex Resources) qui exploite du pétrole et du gaz dans les pays d'Amérique du Sud.

79. Le groupe indien Reliance et Shanghai Electric ont signé en août 2008 un accord de coopération industrielle pour cinq ans sur le *design*, la fabrication et la commercialisation de matériels de production électrique, in <http://www.2point6billion.com/2008/08/18/india-china-us3bn-energy-pact/>

80. En août 2005, China National Petroleum Corporation a payé 4,18 milliards de dollars pour acquérir la compagnie pétrolière canadienne PetroKazakhstan passant devant l'offre de India's Oil and Natural Gas Corporation qui offrait 3,9 milliards de dollars, in J. Nandakumar, « India-China Energy Cooperation: Attaining New Heights », *Institute for Defence Studies and Analyses Strategic Comments*, 28 novembre 2005 et pour l'Angola AFP, 15 octobre 2004.

81. *International Business Time*, 28 août 2008.

82. Actuellement le charbon représente 56 % des ressources énergétiques de l'Inde et 74 % de celles de la Chine ; voir pour les projections, International Energy Agency, *World Energy Outlook 2006*, Paris, 2006.

83. *World Energy Outlook 2006*, op. cit., p. 101.

couler beaucoup d'encre depuis quelques années, les firmes chinoises et indiennes doivent souvent faire de la surenchère pour remporter des appels d'offre là où les firmes occidentales et japonaises sont traditionnellement bien positionnées. L'Inde et la Chine doivent aussi se rapprocher de pays considérés (depuis peu il est vrai) comme non fréquentables sur le plan politique pour les firmes occidentales ou japonaises pour accéder à de nouvelles sources d'approvisionnement. Pékin et New Delhi semblent peu préoccupés de l'argument moral (comme l'étaient d'ailleurs jusqu'il y a peu de temps encore les gouvernements occidentaux), mais ce type de coopération n'est pas sans avoir des coûts politiques comme le démontrent les critiques adressées à la Chine sur son rôle dans la crise du Darfour<sup>(84)</sup>. Le Soudan fournit à la Chine et à l'Inde respectivement 6 % et 5 % de leurs approvisionnements extérieurs en pétrole<sup>(85)</sup> et le gouvernement soudanais a octroyé l'exploitation de 40 % de ses gisements pétroliers à la Chine, 30 % à la Malaisie et 25 % à l'Inde<sup>(86)</sup>. Le gouvernement chinois a été accusé de fermer les yeux sur la crise du Darfour, et de soutenir économiquement le régime de Karthoum qui a fait l'objet de plusieurs sanctions votées aux Nations unies. Durant la préparation des jeux Olympiques de Pékin au début de l'année 2008, la diplomatie chinoise a été obligée de sortir de son mutisme pour faire face aux critiques internationales sur son rôle au Soudan<sup>(87)</sup>. En Birmanie, le soutien militaire, économique et diplomatique accordée au régime militaire Birman par l'Inde et la Chine en échange de l'exploitation des ressources en gaz a également fait l'objet de vives critiques sur le plan international.

Par ailleurs, la concurrence qui existe entre les deux pays ne se limite pas au domaine des hydrocarbures. La concurrence est également très vive sur d'autres matières premières où les deux pays ne sont pas autosuffisants. Phosphate, minerais de fer (sur lequel l'Inde vient d'imposer une hausse des taxes à l'exportation, voir ci-dessus), nickel, plomb, ferraille, aluminium, cuivre, zinc, tungstène, et ce malgré des ressources domestiques importantes notamment pour la Chine, font également l'objet d'une vive concurrence (qui touche il est vrai tous les grands pays importateurs et pas uniquement la Chine et l'Inde<sup>(88)</sup>).

Enfin, lorsque les grands groupes indiens et chinois de l'énergie décident de collaborer, rien n'indique que ces projets communs se déroulent dans le cadre d'une relation stratégique et privilégiée qui se ferait aux dépens des coopérations entretenues avec d'autres pays. Bien au contraire. Lorsqu'on analyse les coopérations étrangères des groupes pétroliers et gaziers des deux pays, celles entretenues avec

des groupes européens, américains, russes, japonais, saoudiens, australiens et des grands pays en voie de développement, comme le Brésil, le Chili, l'Iran ou le Venezuela sont beaucoup plus anciennes, nombreuses et soutenues. À la fin de l'année 2006, China National Offshore Oil Corp. (CNOOC) avait par exemple signé 182 contrats et accords dans le domaine du pétrole avec 76 sociétés étrangères en provenance de 21 pays<sup>(89)</sup>. Shell, Exxon, Chevron, Total sont les grands partenaires de CNOOC, loin devant les entreprises indiennes. Sur les 50 gisements de pétrole offshore en Chine détenus par CNOOC, 27 sont exploités conjointement avec des entreprises étrangères, et aucune firme indienne ne faisait partie de la liste des partenaires étrangers à la fin de l'année 2006. *Idem* pour l'autre grand géant de l'industrie du pétrole et du gaz chinois, SINOPEC (China Petroleum & Chemical Corporation). Aucune firme indienne ne figure parmi les grands partenaires stratégiques de SINOPEC qui entretient par contre, tant sur le plan de l'exploitation que de la commercialisation, une coopération étroite avec les grandes multinationales occidentales<sup>(90)</sup>. Du côté indien, rien n'indique non plus que la place occupée par les firmes chinoises en matière de coopération internationale soit plus importante que celle des groupes occidentaux, japonais, ou celle des pays en développement. ONGC Videsh (le bras étranger de ONGC) entretient par exemple des liens beaucoup plus étroits avec le groupe brésilien Petrobras avec qui il vient de signer une série d'accords stratégiques en 2007<sup>(91)</sup>. Les accords signés avec CNPC ou SINOPEC ne sont en rien exclusifs ou différents des multiples accords que ONGC Videsh vient de signer avec des partenaires étrangers depuis le début des années 2000<sup>(92)</sup>. *Idem* pour Reliance<sup>(93)</sup>. La coopération entre l'Inde et la

84. Le gouvernement indien est resté relativement épargné des critiques internationales concernant sa présence massive dans l'industrie du pétrole au Soudan.

85. Soit 10,3 millions de tonnes de pétrole à la fin de l'année 2007, in *Business Week*, 13 février 2008.

86. *Sudan Tribune*, 06 mars 2006, [http://www.sudantribune.com/article.php3?id\\_article=14363](http://www.sudantribune.com/article.php3?id_article=14363)

87. Jason Qian et Anne Wu, « China's delicate role on Darfur », *Boston Globe*, 23 juillet 2007 ou *Washington Post*, 14 décembre 2006.

88. In *Ecomine*, plusieurs numéros, Direction générale de l'énergie et des matières premières, ministère de l'Industrie, [http://www.industrie.gouv.fr/energie/publi/f1e\\_pub.htm](http://www.industrie.gouv.fr/energie/publi/f1e_pub.htm)

89. <http://www.cnooc.com.cn/ywww/hzsy/dwhz/244281.shtml>

90. Shell, ExxonMobile, BP, ou MacDonald's sont les principaux partenaires stratégiques de SINOPEC, in [http://english.sinopec.com/about\\_sinopec/our\\_business/our\\_partners/](http://english.sinopec.com/about_sinopec/our_business/our_partners/) ou [http://english.sinopec.com/about\\_sinopec/our\\_business/sinopec\\_worldwide](http://english.sinopec.com/about_sinopec/our_business/sinopec_worldwide)

91. [http://www.ongcvidesh.com/display1.asp?fol\\_name=News&file\\_name=news135&get\\_pic=ovl\\_news&p\\_title=&curr\\_f=135&tot\\_file=155](http://www.ongcvidesh.com/display1.asp?fol_name=News&file_name=news135&get_pic=ovl_news&p_title=&curr_f=135&tot_file=155)

92. Notamment avec l'Italie, la Russie, le Brésil, le Venezuela, la Russie.

93. Rapport d'activité, années 2003, 2004, 2005, 2006, 2007.

Chine dans le domaine de l'énergie n'est donc en rien exclusive, dans le sens où ils entretiennent chacun de leur côté des relations de coopération plus anciennes et plus soutenues avec d'autres pays, ce qui relativise la portée des récents projets communs qu'ils viennent de lancer. L'Inde pour la Chine, et inversement la Chine pour l'Inde sont devenues depuis quelques années des partenaires potentiels pour des alliances sur des projets ponctuels au même titre que les autres grands acteurs étatiques et privés présents sur la scène énergétique mondiale.

Sur la base de ces différents éléments, et malgré la mise en place de quelques projets communs dans le domaine des hydrocarbures depuis 2005, nous sommes donc loin de voir émerger une réelle relation stratégique entre l'Inde et la Chine dans le domaine de l'énergie et des matières premières. La coopération entre des firmes chinoises et indiennes semble pour l'instant relever plus de l'exception que de la règle qui reste plutôt celle d'une rude concurrence dans la recherche de nouveaux approvisionnements extérieurs en matière d'énergie.

### Alliances pragmatiques dans les institutions économiques internationales

Conscient du rôle quasi hégémonique des États-Unis et de l'Europe dans les institutions internationales de Bretton Woods créées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Jawaharlal Nehru avait recherché activement, dès l'indépendance de l'Inde en 1947, le soutien de son voisin chinois pour contrebalancer le poids des pays développés et défendre les intérêts des pays en développement. La conférence de Bandung en avril 1955 réunissant 29 pays en développement a représenté le point culminant de cette stratégie où l'Inde jouait un rôle central. L'impossibilité pour le régime communiste de Pékin de participer aux organisations internationales de Bretton Woods jusque dans les années 1970 (la Chine étant représentée par le gouvernement nationaliste installé à Taïwan) ainsi que la guerre entre les deux pays, brisera définitivement cet espoir de constitution d'un axe stratégique Pékin - New Delhi orienté en faveur de la défense des intérêts des pays en développement. Bien que la Chine communiste réintègrera progressivement toutes les organisations internationales durant les années 1970 (ONU) et 1980 (FMI, Banque mondiale), c'est surtout au moment de son accession à l'OMC en 2001, à un moment où l'on discute des réformes importantes du commerce international, que l'opportunité d'un axe New Delhi - Pékin apparaîtra de nouveau. Les négociations du cycle de Doha

dans le cadre de l'OMC entamées il y a sept ans, ont été marquées par une forte opposition entre les pays développés et les pays en développement et l'Inde a joué un rôle particulièrement actif dans la défense des intérêts de ces derniers.

Les négociations du cycle de Doha ont pour l'instant abouti sur plusieurs points<sup>(94)</sup>:

- La question des subventions accordées par les pays développés à leurs agriculteurs, en particulier, celles accordées dans le cadre de l'Union européenne.
- La question des « produits spéciaux » qui donne une flexibilité aux pays en développement en leur accordant le droit de protéger leurs producteurs nationaux derrière des protections douanières pour un certain nombre de produits jugés cruciaux pour leur sécurité alimentaire ainsi que pour le développement rural.
- La question des mécanismes de sauvegarde spéciaux qui permettent aux pays en développement d'augmenter temporairement leur protection douanière sur certains produits agricoles de base comme le blé ou le riz afin de protéger les paysans pauvres de leur pays lors d'une augmentation rapide des importations.
- La volonté des pays développés d'intégrer des normes sociales minimales du travail dans le cadre de l'OMC.
- La possibilité de défense des industries de la pêche pour les pays en développement *via* des subventions qui seraient autorisées dans le cadre de l'OMC.
- Enfin, la question du degré et du rythme d'ouverture des services dans les pays en développement.

Nouvelle venue dans l'enceinte de l'OMC, la Chine a gardé un profil bas durant les négociations du cycle de Doha. Pékin s'est néanmoins aligné très nettement sur les positions de New Delhi sur chacun de ces dossiers, laissant l'Inde jouer un rôle leader lors des conférences ministérielles. La Chine a également pesé de tout son poids pour soutenir l'Inde à des moments décisifs des négociations. Lors de la dernière réunion ministérielle des négociations de Doha par exemple, qui s'est tenue à Genève le 29 juillet 2008, le soutien de la Chine à la position indienne a été cruciale après la défection du Brésil et son alignement sur les positions des pays développés. En avril 2007, lors d'une rencontre à Pékin entre le ministre du Commerce chinois Bo Xilai et son homologue indien, Kamal Nath, les deux pays avaient expri-

94. Pour les principaux points de la négociation dans le domaine de l'agriculture voir : [http://www.wto.org/english/tratop\\_e/agric\\_e/negs\\_bkgnd25\\_marketframework\\_e.htm](http://www.wto.org/english/tratop_e/agric_e/negs_bkgnd25_marketframework_e.htm)

mé dans le cadre d'une déclaration conjointe une position commune forte sur la défense des intérêts des pays en développement<sup>(95)</sup>.

L'Inde et la Chine ont également défendu des positions communes dans les négociations internationales liées au réchauffement climatique, notamment en ce qui concerne l'établissement des règles du jeu qui entreront en vigueur à la fin de la première étape du traité de Kyoto en 2012. Les deux pays ont fait cause commune depuis plusieurs années, réaffirmant avec force cette entente lors de la dernière « Conférence des parties à la Convention pour la lutte contre les changements climatiques » qui s'est tenue à Bali en décembre 2007<sup>(96)</sup>, pour refuser toute tentative de la part des pays développés (à l'exception des États-Unis) d'imposer des quotas d'émission de gaz à effet de serre à leur rencontre. Les deux pays ont également fait cause commune pour refuser le principe (proposée par la France notamment) d'une taxe aux importations imposée aux produits en provenance de pays à fort taux d'émission de gaz à effet de serre. L'Inde et la Chine ont également proposé en commun l'établissement d'un fond financé par les pays « historiquement » responsables de l'effet de serre (les États-Unis et l'Europe) qui permettrait de financer des innovations et des transferts de technologies réduisant les émissions de dioxyde de carbone.

Devant l'impact de ces alliances entre l'Inde et la Chine, plusieurs analyses ont parlé d'une nouvelle ère dans les organisations économiques internationales, notamment à l'OMC. Impensables il y a encore 15 ans, compte tenu de l'état de leur relation bilatérale et de la participation limitée de la Chine dans les organisations économiques internationales, ces alliances pourraient se renouveler dans le futur et modifier l'état actuel des rapports de force dans les négociations internationales. Nous pensons néanmoins que les alliances entre l'Inde et la Chine, resteront ponctuelles et pragmatiques et ne déboucheront pas sur la constitution d'un axe systématique pour la défense des pays en développement. Les nombreuses rivalités géostratégiques entre les deux pays que nous avons évoquées dans la première partie limitent la portée de ces alliances. Elles restent en effet encore largement dictées par une convergence ponctuelle liée à la défense d'intérêts nationaux circonscrits à quelques dossiers économiques. Sur d'autres dossiers, comme par exemple la réforme de l'ONU ou celle de du FMI, les deux pays ne sont pas des alliés comme le montre l'attitude de la Chine à l'égard de la candidature de l'Inde pour l'obtention d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

## Conclusion

En analysant différents pans de la relation bilatérale entre la Chine et l'Inde, nous avons voulu montrer dans cet article, que derrière l'enthousiasme très médiatique et officiel du réchauffement diplomatique et économique depuis le début des années 1990, les rapports entre les deux pays restaient en fait entravés par toute une série de rivalités géostratégiques et économiques. La relation entre New Delhi et Pékin continue d'être habitée par une méfiance réciproque, héritée du conflit de 1962, lui-même issu d'un choc de deux nationalismes ambitieux et difficilement conciliables sur la scène asiatique. En 1959, trois ans avant le début du conflit, dans un entretien accordé au journaliste américain Edgar Snow, Jawaharlal Nehru déclarait que « la raison principale du différend sino-indien réside sur le fait que l'Inde et la Chine sont "deux nouvelles nations", fraîchement indépendantes et portées par un leadership nationaliste dynamique, et dans un certain sens, ces deux nations se "rencontrent" à leur frontière pour la première fois de leur histoire<sup>(97)</sup> ». L'historien indien Ramachandra Guha insiste dans le même ordre d'idées sur le fait que le différend sino-indien « était alors un conflit de mythes nationaux, d'egos nationaux, d'insécurités nationales et – en dernier ressort et inévitablement – de deux armées<sup>(98)</sup> ».

Le contexte géopolitique a bien sûr beaucoup évolué aujourd'hui, mais ce choc de deux nationalismes sur la scène asiatique continue d'influencer les relations sino-indiennes. Certaines tensions sous-jacentes présentes dans les relations sino-indiennes durant les années 1950, à savoir la concurrence pour le leadership asiatique, la crainte de Pékin d'un encerclement militaire et d'une alliance entre les États-Unis et l'Inde, continuent encore à l'heure actuelle de peser lourdement sur les relations bilatérales. Les années 1950 auront également laissé dans leur sillage un lourd héritage qui est loin d'être réglé sur la question tibétaine, la démarcation des frontières, ainsi que sur les relations sino-pakistanaïses. La défaite militaire indienne dans le conflit armé de 1962 a été vécue comme une des plus grandes humiliations nationales de l'Inde indépendante. Elle aura également entièrement détruit le capital de confiance accordé au voisin chinois par Jawaharlal Nehru, un des pères de la nation indienne, et

95. *The Hindu*, 16 avril 2007.

96. *The Hindu*, 18 décembre 2007.

97. Edgar Snow, *The Other Side of the River: Red China Today*, op. cit., p. 761

98. Ramachandra Guha, *India after Gandhi, The History of the World's Largest Democracy*, op. cit., p. 336.

révélé au grand jour les contradictions et les limites de la politique de non-alignement poursuivie par l'Inde. Près d'un demi-siècle s'est écoulé, et pourtant, les ondes de choc créées par ce conflit n'ont pas totalement disparues dans l'*establishment* politique et militaire indien. À chaque regain de tension entre les deux pays, elles reviennent hanter l'esprit des dirigeants indiens.

De cet héritage bilatéral lourd et complexe, ne pouvait émerger, selon nous, après 30 années de « glaciation », qu'une relation fondée sur le pragmatisme. Comme nous avons voulu le montrer, la relation bilatérale entre Pékin et Delhi est aujourd'hui alimentée beaucoup plus par des tensions et des conflits qui séparent les deux pays que par des projets communs qui les rapprochent. La normalisation des relations entre les deux géants asiatiques n'est donc pas pour l'instant synonyme de l'émergence d'un véritable partenariat stratégique ; et l'hypothèse selon laquelle le développement des échanges bilatéraux pourrait balayer les rivalités, les tensions et la méfiances mutuelles issues du politique apparaît comme bien peu crédible. Comme le faisait remarquer Brahma Chellaney, chercheur au Centre for Policy Research, au

sujet de la relation entre la Chine et le Japon, « les 200 milliards de dollars du commerce bilatéral sino-japonais ne garantissent pas la modération et la retenue dans les relations bilatérales lorsque des animosités stratégiques demeurent non résolues<sup>(99)</sup> ». Le « doux commerce » entre les hommes et les nations, cher à Montesquieu et à Adam Smith, permet aujourd'hui à la Chine et à l'Inde de se (re)découvrir mutuellement<sup>(100)</sup>, et de collaborer ponctuellement dans quelques domaines comme l'énergie, l'environnement ou dans le cadre de l'OMC. Mais il n'effacera pas à lui seul, comme par un coup de baguette magique, les multiples différends qui pèsent aujourd'hui dans les relations bilatérales, ainsi que les effets de deux ambitions nationales hégémoniques en Asie.

En d'autres termes, l'Inde et la Chine sont bien en train de changer le monde<sup>(101)</sup> ; mais elles le font plus de manière séparée, via l'émergence de leur puissance économique et militaire respective, qu'au travers d'un partenariat stratégique qui relève pour l'instant plus d'un effet d'annonce que de la réalité. •

99. *Kyodo*, 27 novembre.2006

100. Amartya Sen, « Passage to China », *The New York Review of Books*, vol. 51, n° 19, 2 décembre 2004.

101. Tarun Khanna, *Billions Entrepreneurs*, Boston, Harvard Business School Press, 2007, 353 p.